

Le parti communiste italien
publie une « Charte
de la paix
et du développement »

LIBRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

3 F
Abonnement : 1,40 par semaine, 14 par mois, 140 par trimestre, 560 par an. Les abonnements sont payables d'avance.
Tariifs des abonnements page 13
DÉPÔT LÉGAL : 1981, 10 NOVEMBRE
C.E.S. - 207 13 PARIS
Tél. : 246-72-23

La formation d'une nouvelle coalition gouvernementale s'annonce difficile en Belgique après le recul des sociaux-chrétiens

Contrairement à ce que l'on attendait, les élections générales organisées dimanche 8 novembre en Belgique ont finalement entraîné un recul de l'intérêt dans l'opinion et provoqué une importante redistribution des cartes entre les partis. Le chiffre, relativement faible pour un pays où le vote est obligatoire, des bulletins blancs et nuls (de l'ordre de 8 %), et les faibles pourcentages recueillis par les formations marginales le montrent parmi d'autres signes.

Ces bouleversements politiques sont probablement les plus marqués que l'on ait enregistrés depuis la libération. La réconciliation socialiste-chrétienne semblait promise à une extension permanente, en direction du centre gauche chez les francophones et de la droite la plus classique chez les flamands. Part de gouvernement, le C.V.P. de M. Tindemans était en passe de devenir un parti d'état. Les électeurs ont mis un terme à cette évolution en préférant, à gauche, les socialistes qui, quoique membres de la coalition sortante, avaient su tirer leur épingle du jeu, et, à droite, un parti libéral qui ne connaît pas les déchirements des sociaux-chrétiens, et qui assume sans complexe son « catholicisme » à la belge.

Les électeurs pourraient céder à une lassitude que la fréquence des crises, le caractère répétitif des problèmes posés, auraient rendu excusable. Visiblement, ils ont au contraire estimé que ce scrutin pouvait, en provoquant une nouvelle donne, contraindre à modifier le cours de l'insupportable partie qui se joue sans résultat réel entre les grandes formations traditionnelles. En plein marasme économique et social, et tandis que l'impasse régionale et linguistique semblait devoir pousser une partie de l'opinion vers l'extrême, on ne désespère qu'il n'aurait bien souvent le fait que les électeurs aient massivement choisi de rechercher dans les urnes une solution à la crise est un encouragement précieux pour la démocratie parlementaire.

Le risque est maintenant que cet espoir, malgré les changements provoqués par les résultats du scrutin dans la composition du Parlement, soit déçu. Les vainqueurs des élections de dimanche, socialistes et libéraux, devraient logiquement être appelés à gouverner ensemble. Pourtant plus que les sociaux-chrétiens francophones et flamands sont tentés par une cure d'opposition, et n'en font pas mystère. Mais comment concevoir un programme de gouvernement commun aux deux familles politiques, en particulier dans le domaine économique ?

Sans doute existe-t-il des cas à l'étranger, où les partis « laïcs », même aux côtés des uns des autres, parviennent à s'entendre pour exercer ensemble le pouvoir, comme en Italie ou en R.F.A. Mais les libéraux belges sont, à bien des égards, à droite des sociaux-chrétiens. Les socialistes veulent « faire payer la crise par les riches », formule que les libéraux jugent inacceptable. Ils sont hostiles à toute transformation de l'indexation des prix, en fonction de laquelle les salaires évoluent automatiquement, alors que les libéraux réclament de profondes réformes à cet égard.

On pourrait multiplier les exemples qui montrent que le tête-à-tête socialiste et libéral pourrait vite, selon une tradition établie, au face-à-face. La volonté de clarification et de changement massive dimanche par les électeurs belges, réquisait, alors, de savoir s'il n'y a pas de leur pays plus ingouvernable encore.

Les élections générales organisées dimanche 8 novembre, en Belgique, pour désigner les deux cent douze membres de la Chambre des députés et les cent six sénateurs ont entraîné un recul des sociaux-chrétiens et dont les résultats complets n'étaient pas encore connus ce lundi. En fin de nuit, on est marqué par une nette progression de la droite libérale, qui compte quatorze sièges à la Chambre, et des socialistes, qui se maintiennent en Flandre mais ont enregistré des gains en Wallonie.

Les sociaux-chrétiens, dans ces deux régions, subissent un échec sévère : ils perdent vingt et un sièges au total à la Chambre. Le C.V.P. de M. Tindemans reste cependant le parti le plus important en Flandre et aura toujours le groupe le plus nombreux à la Chambre. Dans la communauté francophone, les mouvements « nationalistes » (F.D.P., bruxellois et Rassemblement wallon) restent ensemble, tandis que chez les néerlandophones le Volksunie, une coalition, retrouve ses bonnes positions antérieures au scrutin de 1979.

La formation d'une nouvelle coalition gouvernementale s'annonce difficile, en raison des positions souvent divergentes prises avant le scrutin par les deux vainqueurs.

De notre correspondant

Bruxelles. — Les trébuchements législatifs de l'après-midi ont conduit, en conclusion, à la droite la plus classique chez les flamands. Part de gouvernement, le C.V.P. de M. Tindemans était en passe de devenir un parti d'état. Les électeurs ont mis un terme à cette évolution en préférant, à gauche, les socialistes qui, quoique membres de la coalition sortante, avaient su tirer leur épingle du jeu, et, à droite, un parti libéral qui ne connaît pas les déchirements des sociaux-chrétiens, et qui assume sans complexe son « catholicisme » à la belge.

En Flandre, où la crise politique est peut-être moins aiguë, les nationalistes ont le vote gagnant si siège et pèlerin de quelque à vingt députés. On

AU JOUR LE JOUR

TENSION

On lance à Paris une radio libre médicale destinée aux professionnels mais aussi aux patients. Elle s'appelle Radio-Tension P-M.

Comme tout bien portant est un malade qui ignore, cette radio devrait intéresser tout le monde. La grille des programmes s'ordonne autour de quelques prescriptions simples : « Il est 7 heures, songez à votre température ».

« Il est l'heure du déjeuner. L'oubliez pas votre petite pilule pour le soir ». « Avez-vous vraiment besoin d'allumer cette cigarette après ce maudit café ? ». « Prenez votre poids avant de vous endormir ».

Le slogan de cette radio sera sans doute : « Déclarez-vous en écoute Radio-Tension, la radio qui ne vous parle que de vos petites misères ». C'est la marque.

BRUNO FRAPPAT.

BRUNO FRAPPAT.

GARCIA LORCA

Œuvres complètes

tomel

Une première mondiale : la prose, la correspondance et l'œuvre poétique enfin complète de l'un des poètes majeurs du siècle... Près de trois cents poèmes éblouissants, encore inédits en espagnol.

La Pléiade

GALLINARD *inf*

Le Japon envisage d'accroître ses importations pour améliorer ses relations commerciales avec la C.E.E. et les États-Unis

Le ton monte de nouveau entre le Japon et ses partenaires commerciaux, qui voient avec inquiétude augmenter un déficit qui pourrait atteindre, en 1981, 15 milliards de dollars pour la C.E.E., entre 15 et 20 milliards pour les États-Unis.

Pour tenter de désamorcer des critiques de plus en plus vives, le premier ministre japonais, M. Suzuki, a créé un groupe de travail chargé d'étudier la possibilité d'accroître d'urgence les importations japonaises de minerais, de métaux rares, de céréales, d'œuvres d'art et d'œuvres d'architecture, de centrales électriques. Au total, ces achats pourraient représenter 5 milliards de dollars. Tokyo espère ainsi éviter que ne soient prises des mesures protectionnistes ponctuelles.

De notre correspondant

Tokyo. — En dépit des mesures correctives qu'il s'agit de prendre le Japon en vue de sa politique commerciale, le pays, compte tenu de la situation qui frappe les économies occidentales et du dynamisme d'une industrie japonaise de plus en plus autonome, ne peut que développer des exportations croissantes. Le Japon, en relation avec Tokyo et ses partenaires.

Deux mines en garde lancées la semaine dernière, la capitale japonaise illustrent, si besoin en

était, la dégradation de la situation et l'urgence de réduire ces importations qui apparaissent de plus en plus insupportables.

La première année du grand patronat japonais lui-même, dans une mission « d'urgence » pour y prendre la température, le Japon a vu le Japon, le patron des patrons, a suggéré au gouvernement et aux industries de limiter volontairement les exportations à destination des États-Unis et de la C.E.E. plutôt que de risquer de nouvelles mesures protectionnistes. Au cours de leur visite en Europe, les patrons se sont entendus, demandant aux gouvernements de la France, par la Grande-Bretagne, mais également par la R.F.A., de limiter davantage leurs exportations de téléviseurs, produits électroniques, marchandises et, bien entendu, automobiles. Au printemps, Tokyo avait accepté de réduire au niveau actuel en 1981 ses exportations de véhicules à destination des États-Unis, de la Belgique, du Luxembourg et de la R.F.A. La semaine dernière, la Grande-Bretagne et l'Italie imposent des quotas. Des mesures d'autolimitation avaient également été annoncées à la suite de fortes pressions américaines. Ces mesures sont suivies d'un effet détonnant et insupportable.

La seconde cure de santonnes est venue, il y a quelques jours, de la part des industriels japonais au commerce en visite à Tokyo.

ROLAND-PIERRE PARRIGAUX.

(Lire la suite page 45.)

Un entretien avec M. Marcel Rigout

L'insertion professionnelle des jeunes est « un véritable devoir national » nous déclare le ministre

Environ deux cent mille jeunes sortent chaque année du système éducatif sans aucune formation professionnelle. Ce sont les premiers victimes du chômage. M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, considère qu'améliorer cette insertion, en particulier pour les jeunes de seize-dix-huit ans, constitue un « véritable devoir national ». Il suggère à cette fin un dispositif qui pourrait, dès la rentrée 1982, s'adresser à cent mille jeunes.

Au-delà de cette démarche, M. Rigout — qui est l'un des quatre ministres membres du parti communiste — rappelle que l'action du gouvernement doit aller au-delà de la formation professionnelle, afin de « servir le rôle des jeunes sortant de l'école sans formation ».

(Lire page 44 un entretien avec M. MARCEL RIGOUT.)

LA HONGRIE, VINGT-CINQ ANS APRÈS

Il y a vingt-cinq ans, les chars soviétiques achevaient d'écraser, à Budapest, la révolte populaire commencée le 23 octobre. Le dirigeant communiste porté au pouvoir par les soviétiques, M. Kadar, avait décidé de restaurer la démocratie et de retirer la Hongrie du pacte de Varsovie. C'est cette dernière initiative qui déclencha, le 4 novembre, l'intervention de Moscou, la deuxième pendant l'octobre hongrois, qui fit plusieurs milliers

de morts et plusieurs dizaines de milliers de blessés. Environ deux cent mille personnes prirent le chemin de l'exil.

Dans un premier article, nous avons analysé cet événement qui est devenu la Hongrie « vingt-cinq ans après », sous le régime de celui que les Soviétiques avaient imposé pour succéder à M. Nagy. M. János Kádár, premier secrétaire du P.C.

I. — Du côté de chez István

Budapest. — « C'est-ce que ça a été pour nous 1956 ? — Une contre-révolution ! »

De notre envoyé spécial : CHARLES VANHECKE

Il faut dire autre chose que ce qu'on pense. La plupart d'entre nous, d'ailleurs, n'en parlent jamais.

(Lire la suite page 5.)

LE RAPPORT BREDIN SUR LE CINÉMA

Une ouverture internationale

Le rapport de la mission de réflexion et de propositions sur le cinéma, confiée au mois de juillet à M. Jean-Denis Bredin (rapporteur, M. André-Marc Deloche-Fourcaud), a été remis à M. Jack Lang, ministre de la culture, le 3 novembre. Il devait être rendu public ce lundi 5 novembre.

Le cinéma, l'industrie cinématographique, ont toujours reflété un pays donné. Que la France passe brutalement d'une politique « libérale » à une politique « socialiste », ne peut manquer d'avoir des effets durables sur la production de notre cinéma, et pour autant les règles du jeu sont bouleversées.

La préoccupation majeure de ceux qui, dès 1968, ont travaillé à définir une politique de défense du cinéma français a consisté à protéger notre industrie de la colonisation américaine, sans pour cela tomber dans le piège de la censure.

Le rapport Bredin confirme l'extrême prudence avec laquelle, dans la mouvance actuelle, on cherche à maintenir les apparences du libéralisme économique, tout en s'efforçant d'introduire des réformes de moralité dans la conduite des affaires.

LOUIS MARCORRELLE.

(Lire la suite page 16.)

Six mois

Le 10 mai, il y a six mois, M. François Mitterrand était élu président de la République ; il entra à l'Élysée le 21, constituant le premier gouvernement Mauroy et prononçant aussitôt la dissolution de l'Assemblée nationale. Les 14 et 21 juin se jouèrent les élections législatives. Le 23 était formé le second gouvernement Mauroy et entraient les communistes. Le 24 était formé le troisième gouvernement Mauroy et entraient les communistes. Le 25 était formé le quatrième gouvernement Mauroy et entraient les communistes. Le 26 était formé le cinquième gouvernement Mauroy et entraient les communistes. Le 27 était formé le sixième gouvernement Mauroy et entraient les communistes. Le 28 était formé le septième gouvernement Mauroy et entraient les communistes. Le 29 était formé le huitième gouvernement Mauroy et entraient les communistes. Le 30 était formé le neuvième gouvernement Mauroy et entraient les communistes. Le 31 était formé le dixième gouvernement Mauroy et entraient les communistes.

Personne ne conteste l'inspiration ou la nécessité des mesures de justice sociale et justice tout court — prises aussitôt après l'élection présidentielle — depuis les élections législatives. On a même entendu des critiques de l'ancien majoritaire réactif qu'il n'en avait pas été son président septennat. Similaires, certes, à celles, réformistes, qui ont été entendues à l'Assemblée nationale. Mais les droits de l'homme restent chez lui. D'une certaine façon, la nouvelle politique à l'égard du tiers-monde s'inspire du même souci. « Terre de droit et de justice », dit-il, « terre de démocratie » (1). La France l'a été depuis le 10 mai.

Pou de grâces se sont élevées, même à droite, contre la politique étrangère du nouveau président, au premier sur l'Afghanistan, la Pologne et les SS-20 soviétiques. Si des réserves ont été émises, elles sont venues de la gauche et de la majorité où l'on entend toujours une « initiative de direction de l'Est. La priorité donnée au Sud — Amérique latine et Afrique — n'est pas acceptée, car elle n'évacue une politique étrangère qu'en termes d'indépendance économique et de rapports de forces. Y introduire, y introduire des notions d'ordre moral paraît à une grande naïveté. Mais n'est-ce pas pour des raisons de cette nature-là que François Mitterrand sera le premier président de la République française à se faire élire au second tour ? L'intérêt immédiat est, comme l'on dit, bien compris, mais, comme ses prédécesseurs, l'en dissuade.

J. F.

(Lire la suite page 9.)

(1) Discours de Montélimar, 6 juin 1981.

Le Monde

étranger

ASIE

Japon

LES SUITES DE L'AFFAIRE LOCKHEED

La condamnation de son associé, M. Osano met M. Tanaka, ancien premier ministre, en position difficile

Tokyo. — Le tribunal de Tokyo a condamné le jeudi 5 novembre, M. Osano, homme d'affaires et proche associé de l'ancien premier ministre japonais, M. Kakuei Tanaka, d'un an de prison ferme pour s'être porté garant d'un contrat d'achat de pièces de rechange pour des avions de combat Lockheed.

La cour a également infligé à un second accusé, M. Tachikawa, intermédiaire et complice de deuxième ordre, quatre mois de prison pour infraction à la législation des changes.

Ces deux condamnations semblent resserrer le filet de la justice autour de la personne de M. Tanaka lui-même. Certes, les peines infligées, les juges japonais dans cette affaire, ont été sans rigueur excessive et ne frappent que des seconds rôles, mais elles ont eu pour effet de remettre en question la justice depuis plus de quatre ans. Il est vrai que ce scandale, le plus important depuis la guerre et l'instauration d'un système démocratique plus rigoureux, a ébranlé les hautes sphères du parti libéral démocrate (L.D.D.-conservateur) au pouvoir depuis plus de trente ans.

Elle jette une lumière crue sur certaines pratiques politiques profondément perverties par l'arbitraire, établies par les médias et d'hommes de paille que la volonté de pouvoir rendait aveugles et insensibles à certaines politiques. La plus honteuse est la plus infamante, elle dispose d'un ministre (sur vingt-trois) dans le cabinet actuel.

De notre correspondant

M. Tanaka, ses partisans et ses associés ont tout mis en œuvre pour éviter l'obstacle, au bout du compte, un acquiescement pur et simple pour l'honneur à la simple bien que ce soit la condition sine qua non d'un retour à la vie politique, et éventuellement à la tête du gouvernement.

Mais on s'en est pas encore à un second accusé, M. Tachikawa, intermédiaire et complice de deuxième ordre, quatre mois de prison pour infraction à la législation des changes.

Ces deux condamnations semblent resserrer le filet de la justice autour de la personne de M. Tanaka lui-même. Certes, les peines infligées, les juges japonais dans cette affaire, ont été sans rigueur excessive et ne frappent que des seconds rôles, mais elles ont eu pour effet de remettre en question la justice depuis plus de quatre ans.

Elle jette une lumière crue sur certaines pratiques politiques profondément perverties par l'arbitraire, établies par les médias et d'hommes de paille que la volonté de pouvoir rendait aveugles et insensibles à certaines politiques. La plus honteuse est la plus infamante, elle dispose d'un ministre (sur vingt-trois) dans le cabinet actuel.

Elle jette une lumière crue sur certaines pratiques politiques profondément perverties par l'arbitraire, établies par les médias et d'hommes de paille que la volonté de pouvoir rendait aveugles et insensibles à certaines politiques. La plus honteuse est la plus infamante, elle dispose d'un ministre (sur vingt-trois) dans le cabinet actuel.

Elle jette une lumière crue sur certaines pratiques politiques profondément perverties par l'arbitraire, établies par les médias et d'hommes de paille que la volonté de pouvoir rendait aveugles et insensibles à certaines politiques. La plus honteuse est la plus infamante, elle dispose d'un ministre (sur vingt-trois) dans le cabinet actuel.

Elle jette une lumière crue sur certaines pratiques politiques profondément perverties par l'arbitraire, établies par les médias et d'hommes de paille que la volonté de pouvoir rendait aveugles et insensibles à certaines politiques. La plus honteuse est la plus infamante, elle dispose d'un ministre (sur vingt-trois) dans le cabinet actuel.

d'appareils Tristar avait, à l'aide de nombreux comptes rendus, assuré des interventions politiques en sa faveur, notamment en versant des pots de 10 millions de dollars (15 millions de francs). M. Tanaka était accusé d'avoir reçu, par l'intermédiaire d'un sous-secrétaire particulier, M. Enomoto, 500 millions de yens (3,5 millions de francs) dans des « boîtes en carton ». Il s'en est toujours défendu.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

Égypte

LE PRÉSIDENT MOUBARAK MET L'ACCENT SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PAYS

Le Caire (Reuters). — Prononçant son deuxième discours depuis qu'il a pris ses fonctions, le président Hosni Mubarak a déclaré dimanche à un rassemblement que le sort de son pays dépendait de sa capacité à s'attaquer aux problèmes économiques. Ne parlant que de développement économique, le président Mubarak, qui s'exprimait devant un public de hauts fonctionnaires, a réaffirmé qu'il demeurerait fidèle à la politique de paix avec Israël.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

Liban

La réunion du Comité arabe «de vigilance» coïncide avec un certain retour au calme

Beirut. — Le Liban connaît un certain retour au calme, alors que vient de se tenir une réunion du comité arabe «de vigilance». Convoqué à Beyrouth le samedi 7 novembre au niveau des ministres des affaires étrangères et sous la présidence du chef de l'État libanais, M. Sarkis, cette session n'aura duré qu'une après-midi.

Le comité s'est borné à réaffirmer ses précédentes résolutions : réouverture de toutes les voies de passage entre les deux rives du détroit et contrôle de tout le littoral libanais pour assurer que les seules armes débarquées soient destinées à l'État libanais.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

PROCHE-ORIENT

Liban

La réunion du Comité arabe «de vigilance» coïncide avec un certain retour au calme

Beirut. — Le Liban connaît un certain retour au calme, alors que vient de se tenir une réunion du comité arabe «de vigilance». Convoqué à Beyrouth le samedi 7 novembre au niveau des ministres des affaires étrangères et sous la présidence du chef de l'État libanais, M. Sarkis, cette session n'aura duré qu'une après-midi.

Le comité s'est borné à réaffirmer ses précédentes résolutions : réouverture de toutes les voies de passage entre les deux rives du détroit et contrôle de tout le littoral libanais pour assurer que les seules armes débarquées soient destinées à l'État libanais.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

Liban

La réunion du Comité arabe «de vigilance» coïncide avec un certain retour au calme

Beirut. — Le Liban connaît un certain retour au calme, alors que vient de se tenir une réunion du comité arabe «de vigilance». Convoqué à Beyrouth le samedi 7 novembre au niveau des ministres des affaires étrangères et sous la présidence du chef de l'État libanais, M. Sarkis, cette session n'aura duré qu'une après-midi.

Le comité s'est borné à réaffirmer ses précédentes résolutions : réouverture de toutes les voies de passage entre les deux rives du détroit et contrôle de tout le littoral libanais pour assurer que les seules armes débarquées soient destinées à l'État libanais.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

En ce qui concerne les négociations avec Israël sur l'extension du peledset, le représentant dans le courant de la semaine à l'élection ministérielle, il a dit que la surveillance du litige n'était pas un sujet de préoccupation majeure pour le gouvernement israélien.

La morale libérée des dogmes

Alfred Grosser

Le sel de la terre

Pour l'engagement moral

Seuil

Les nouvelles et anciennes pensées de la morale et des plus hauts auteurs du monde ont été réunies dans ce livre. Alfred Grosser, l'un des plus grands esprits de notre époque, nous propose une morale libérée des dogmes, une morale qui s'adresse à tous les hommes de bien. Ce livre est une œuvre majeure, une œuvre qui mérite d'être lue par tous.

Seuil

LA VISITE OFFICIELLE DE M. FISCHER MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA R.D.A.

Paris entend mener une politique active à l'égard de l'Europe de l'Est

Le nouveau gouvernement français mène une politique de relations actives avec les démocraties populaires d'Europe de l'Est, qui contraste avec la relative inertie des relations franco-soviétiques.

Landi et mardi 10 novembre, le ministre des affaires étrangères de la R.D.A., M. Oskar Fischer, est venu à Paris en visite officielle. C'est la première fois qu'un ministre de la R.D.A. vient en France en visite officielle.

Landi et mardi 10 novembre, le ministre des affaires étrangères de la R.D.A., M. Oskar Fischer, est venu à Paris en visite officielle. C'est la première fois qu'un ministre de la R.D.A. vient en France en visite officielle.

DE VIOLENTS ENGAGEMENTS ONT EU LIEU DANS LE KURDISTAN

Téhéran (A.F.P.). — Le maire de Boukan, en Azerbaïdjan occidental, a été assassiné dimanche 8 novembre, ce qui a provoqué de violents affrontements qui ont fait plus de cent morts dans la population civile et chez les combattants du parti démocratique kurde, du parti Komala (marxiste) et des Moudjahidin Khaki.

Les affrontements de Boukan, ville située sur la route stratégique nord-sud traversant les régions kurdes, témoignent d'un regain d'activité de la rébellion kurde, alors que les forces gouvernementales avaient affirmé contrôler toutes les villes.

Les affrontements de Boukan, ville située sur la route stratégique nord-sud traversant les régions kurdes, témoignent d'un regain d'activité de la rébellion kurde, alors que les forces gouvernementales avaient affirmé contrôler toutes les villes.

Les affrontements de Boukan, ville située sur la route stratégique nord-sud traversant les régions kurdes, témoignent d'un regain d'activité de la rébellion kurde, alors que les forces gouvernementales avaient affirmé contrôler toutes les villes.

DE VIOLENTS ENGAGEMENTS ONT EU LIEU DANS LE KURDISTAN

Téhéran (A.F.P.). — Le maire de Boukan, en Azerbaïdjan occidental, a été assassiné dimanche 8 novembre, ce qui a provoqué de violents affrontements qui ont fait plus de cent morts dans la population civile et chez les combattants du parti démocratique kurde, du parti Komala (marxiste) et des Moudjahidin Khaki.

Les affrontements de Boukan, ville située sur la route stratégique nord-sud traversant les régions kurdes, témoignent d'un regain d'activité de la rébellion kurde, alors que les forces gouvernementales avaient affirmé contrôler toutes les villes.

Les affrontements de Boukan, ville située sur la route stratégique nord-sud traversant les régions kurdes, témoignent d'un regain d'activité de la rébellion kurde, alors que les forces gouvernementales avaient affirmé contrôler toutes les villes.

Les affrontements de Boukan, ville située sur la route stratégique nord-sud traversant les régions kurdes, témoignent d'un regain d'activité de la rébellion kurde, alors que les forces gouvernementales avaient affirmé contrôler toutes les villes.

EUROPE

Italie

Le P.C.I. publie une «Charte de la paix et du développement»

Rome. — Les actions centrifuges menées au sein de la majorité par les démocrates-chrétiens et les socialistes et leurs propres initiatives, tant en politique intérieure qu'en politique étrangère, tendent à replacer les communistes au centre du jeu politique italien. Ils apparaissent comme une force de soutien du cabinet Spadolini. D'autre part, avec la publication, dimanche 8 novembre, de leur Charte de la paix et du développement, les communistes italiens sont les premiers à proposer, en l'attente de la rencontre de Caceron, un thème d'actualité internationale lié au problème du déséquilibre Nord-Sud.

L'hypothèse d'un «second législatif» entre la démocratie chrétienne et le parti socialiste, qualifiée par la presse italienne de «pacte de fer», a la suite d'une entrevue, fin octobre, entre les secrétaires des deux formations, M.M. Prodi et Craxi, entraîné un glissement des positions de M. Spadolini et du parti communiste. Ce pacte, établi en vue de la formation d'un cabinet socialiste à la suite d'élections anticipées, est encore pour le moment vague. Mais il remet en cause l'équilibre sur lequel repose le gouvernement Spadolini, qui résulte du veto netologique que l'opposition socialiste et démocratique chrétienne a opposé à la présidence du conseil.

Principales composantes de la majorité, démocrate chrétienne et parti socialiste, ont, en fait, une impulsion commune : pour la première, reprendre, et pour la seconde, prendre le pouvoir. Plus le gouvernement Spadolini dure, naviguant au plus près pour affronter une situation économique particulièrement grave, moins l'alternative socialiste ou retour des démocrates-chrétiens au pouvoir apparaît néoconservatrice. De là une commune volonté de rendre la position du cabinet Spadolini de plus en plus précaire sans aller jusqu'à provoquer ostensiblement une crise. Dans la perspective d'un pacte législatif et d'élections anticipées, chacun des deux camps, quelle que soient les garanties réciproques données, peut espérer au moment opportun tirer les marrons du feu.

Les fluctuations au sein de la majorité ont entraîné des positions en châte. D'abord, afin de contraindre les manœuvres de la D.C. et du P.S.I. qui affaiblissent son positionnement, M. Spadolini a lancé la nation le 1^{er} novembre un appel dans lequel il a dressé un vote tabellé de la situation, nécessitant par conséquent un rassemblement des forces du pays. Les discours critiquant implicitement le peu d'intérêt partisan, il faisait des ouvertures aux communistes, se déclarant «disponible aux propositions positives de l'opposition».

● Les Britanniques et les armements. — Un sondage publié dimanche 9 novembre par l'Observer indique que 55 % des Britanniques sont favorables à la fermeture des bases militaires en Grande-Bretagne (dont 50 % entre dix-huit et vingt-quatre ans). Toutefois, 61 % sont favorables à l'existence d'une force de frappe britannique indépendante (73 % des hommes de 18 à 24 ans). Les Britanniques sont donc favorables à son retrait. (Corresp.)

De notre correspondant.

La réponse du P.C.I. a été immédiate et positive : les communistes déclarent en substance qu'ils entendront doter un centre de construction à leur opposition ; en d'autres termes ils cherchent pas en critiquant le gouvernement, à le faire tomber. Depuis sa formation, tout au long de son existence, le P.C.I. n'a cessé de considérer le cabinet Spadolini comme un obstacle au développement de la démocratie chrétienne.

La situation présente confirme cette hypothèse, mais le P.C.I. préfère jouer la carte Spadolini qui lui évite d'être exclu du jeu politique. Afin de gouverner, par sa propre majorité, il trouve un accord de fait dans l'opposition. Mais le rapprochement avec les socialistes n'a pas empêché les démocrates-chrétiens de mener une ouverture aux communistes en proposant une rencontre sur le thème des réformes institutionnelles. La réponse du P.C.I. n'a pas été en ce cas beaucoup plus réservée qu'elle ne l'est à l'égard de M. Spadolini. Par « courtoisie », le parti a accepté cette rencontre mais uniquement pour clarifier les positions réciproques. Il estime les ententes bilatérales peu conduisant, car le parti est au dialogue avec le parti.

Le règne des ambiguïtés

Tant la proposition des démocrates-chrétiens que la réponse du P.C.I. sont ambiguës. Les réformes institutionnelles offrent un prétexte plus qu'une chose. En la réponse de M. Berlinguer, à deux sens opposés : elle peut apparaître, à long terme, comme une ouverture aux démocrates-chrétiens, mais à la fois elle est une déclaration de principe qui rejette par les communistes la proposition de la D.C. et du P.S.I. Elle exprime dans l'immédiat le refus du P.C.I. de se laisser entraîner dans un jeu qui semblerait cautionner la manœuvre d'alliance entre D.C. et P.S.I. Pour l'instant, les communistes préfèrent garder une position d'attente, dans l'attente d'une nouvelle déclaration de principe, dans l'attente d'un appel dans lequel il a dressé un vote tabellé de la situation, nécessitant par conséquent un rassemblement des forces du pays. Les discours critiquant implicitement le peu d'intérêt partisan, il faisait des ouvertures aux communistes, se déclarant «disponible aux propositions positives de l'opposition».

La rentrée du P.C.I. sur le scène politique intérieure a pour pendant, en matière extérieure, une réévaluation de sa position internationale. La «Charte pour la paix et le développement» résume de la manière la plus claire de la politique étrangère du P.C.I. dont l'axe de force est d'adopter à l'immédiat l'un des thèmes de la réunion fin octobre de son comité central. Le document qui affirme, au cas où le P.C.I. n'est pas au pouvoir, son engagement à se rendre en Amérique latine, en Asie, en Afrique, en Europe, en Amérique du Nord, en Méditerranée et en Océanie, pour promouvoir la coopération économique entre les pays capitalistes, socialistes et nationaux moins avancés. Après avoir pris ses distances et critiqué la manœuvre bilatérale des deux «impérialismes», américains et soviétiques, le P.C.I. souligne le rôle

Important revêtu par une Europe qui, selon lui, a tout à gagner à se tenir à distance des super-puissances.

Il y a, en fait, derrière la «Charte pour la paix et le développement», un projet diplomatique complet, sorte d'alternative à la politique extérieure italienne, formulée par M. Romano Prodi, responsable du centre de politique internationale du P.C.I. lors de la réunion de son comité central. Les grandes lignes en sont les suivantes : l'Union soviétique a sa part de responsabilité dans la tension mondiale ; 1) un privilège d'initiative de la force et en ayant cherché à élargir sa zone d'influence par une politique d'agression depuis la fin de la guerre du Vietnam.

Ces critiques de Moscou, les deux dirigeants du P.C.I. affirment qu'elles ne sont pas «nouvelles» mais qu'elles ont été déjà énoncées par le parti. Elles ont débattu une position «non-alignement» mais elles ont été énoncées par le parti. Elles ont débattu une position «non-alignement» mais elles ont été énoncées par le parti. Elles ont débattu une position «non-alignement» mais elles ont été énoncées par le parti.

Le P.C.I. propose trois mesures d'urgence : 1) la mise en œuvre d'un pacte mondial de paix ; 2) la mise en œuvre d'un pacte mondial de développement ; 3) la mise en œuvre d'un pacte mondial de coopération économique. Le P.C.I. propose trois mesures d'urgence : 1) la mise en œuvre d'un pacte mondial de paix ; 2) la mise en œuvre d'un pacte mondial de développement ; 3) la mise en œuvre d'un pacte mondial de coopération économique.

De même que, en ce qui concerne le rôle de l'Europe dans le camp socialiste et particulièrement celui des pays membres de l'Union européenne, le P.C.I. promeut une diplomatie plus active qui fasse du Vieux Continent un partenaire de l'Union soviétique, notamment en ce qui concerne le désarmement de masse, en matière de dialogue Nord-Sud, l'Union européenne doit être le tiers-monde un nouveau type de rapports, celui d'un tiers-monde en opposition avec les intérêts des grandes puissances.

PHILIPPE PONS.

AU HUITIÈME CONGRÈS DU PARTI DU TRAVAIL

L'Albanie est présentée comme le «seul pays véritablement marxiste-léniniste»

De notre correspondant.

Belgrade. — Le huitième congrès du Parti du travail albanais a achevé ses travaux samedi 7 novembre à Tirana. Il a élu le nouveau bureau politique dont le nombre de membres a été porté de onze à treize. MM. Spiro Kola et Halil Toka ont été élus à la présidence du bureau politique. Le premier, semble-t-il, a causé de son grand âge (plus de soixante-cinq ans). On se donne pas d'explication au départ de M. Toka, qui, toutefois, n'a pas eu le temps de s'exprimer sur le thème des questions des cadres.

M. Enver Hoxha a été réélu premier secrétaire du parti. Les deux dirigeants du parti ont occupé depuis quarante ans. Les travaux du congrès ont duré sept jours. Les représentants d'une vingtaine de mouvements gauchistes peu connus dans leur propre pays et d'un représentant du parti communiste vietnamien ont été invités.

Les deux dirigeants et les autres orateurs ont affirmé que la politique albanaise n'avait pas subi de changements entre le septième et le huitième congrès, et qu'elle s'en subira pas dans l'avenir. Car le ligne du parti est restée inchangée : celle d'un socialisme «à la chinoise» mais «à la manière albanaise». Le congrès a adopté une résolution qui affirme que le socialisme en Albanie est le seul pays véritablement marxiste-léniniste, «adversaire» à l'impérialisme de toutes les formes d'impérialisme et de réaction.

Contre tous les révisionnistes. Le P.C.I. propose trois mesures d'urgence : 1) la mise en œuvre d'un pacte mondial de paix ; 2) la mise en œuvre d'un pacte mondial de développement ; 3) la mise en œuvre d'un pacte mondial de coopération économique.

De même que, en ce qui concerne le rôle de l'Europe dans le camp socialiste et particulièrement celui des pays membres de l'Union européenne, le P.C.I. promeut une diplomatie plus active qui fasse du Vieux Continent un partenaire de l'Union soviétique, notamment en ce qui concerne le désarmement de masse, en matière de dialogue Nord-Sud, l'Union européenne doit être le tiers-monde un nouveau type de rapports, celui d'un tiers-monde en opposition avec les intérêts des grandes puissances.

PHILIPPE PONS.

De notre correspondant.

Après avoir été présenté comme le «seul pays véritablement marxiste-léniniste», l'Albanie est présentée comme le «seul pays véritablement marxiste-léniniste». Le congrès a adopté une résolution qui affirme que le socialisme en Albanie est le seul pays véritablement marxiste-léniniste, «adversaire» à l'impérialisme de toutes les formes d'impérialisme et de réaction.

PHILIPPE PONS.

De notre correspondant.

Après avoir été présenté comme le «seul pays véritablement marxiste-léniniste», l'Albanie est présentée comme le «seul pays véritablement marxiste-léniniste». Le congrès a adopté une résolution qui affirme que le socialisme en Albanie est le seul pays véritablement marxiste-léniniste, «adversaire» à l'impérialisme de toutes les formes d'impérialisme et de réaction.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPE PONS.

ramses 1981

coopération ou guerre économique ?



Telle est l'interrogation centrale du premier Rapport Annuel Mondial sur le Système Économique et les Stratégies (RAMSES) réalisé sous la direction d'Albert Bremond.

Cet ouvrage a été couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

On ne peut qu'être sensible au tour de main, au tour d'esprit aussi bien qu'au tour de force. Somme militaire, prodigieusement intelligente... Un premier coup de maître...

Un travail scientifique considérable... où les plus difficiles trouvent un outil d'une grande maniabilité et qui - ce qui est plus rare - se présente sous une forme heureuse.

La première tentative, en France, d'analyse économique synthétique éclairée par une approche géographique...

Une publication de l'Institut Français des Relations Internationales

Diffusion : Éditions ECONOMICA 49 rue Hénricot 75015 PARIS Tél. 578 12 92 et la DOCUMENTATION FRANÇAISE 29-31 quai Voltaire 75007 PARIS Tél. 261 50 10

STERN

Gravure

Four votre Société

pour la lettre et

l'impression de haute qualité

Le prestige

d'une grave traditionnelle

Adresse : Stern

41, Passage des Français

75008 PARIS

Tél. : 26 24 54 - 26 24 55

Toute l'année

TENNIS

à Paris

le seul grand club à Paris

à tout ouvert - 15 courts couverts

location pour l'année

ou 7 mois ou à l'heure

formule club été

TENNIS COUNTRY CLUB

50 av. de la Vallée (au pied du parc)

Paris-St-Ouen (18^e arr.) de la Chapelle

607.62.69

كتاب من الأصول

EUROPE

La Hongrie, vingt-cinq ans après

(Suite de la première page.)

Que la parole soit ici un masque, comment s'en étonner ? Des Hongrois affirment que beaucoup de leurs compatriotes s'écroient pas à la schizophrénie habituelle aux pays de l'Est : ils croient dire ce qu'ils pensent, en répétant le discours officiel, mais il y a séparation totale, chez eux, entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font.

Si la population ne parle guère de 1956, le régime, lui, a décidé d'en parler, et c'est la première fois, du moins de cette façon : longs articles dans la presse, émissions de télévision. Sur le fond, la position officielle n'a pas changé. Si le gouvernement s'est résolu, néanmoins, à rompre le silence, c'est parce que « les événements de Pologne l'y ont poussé », nous indique M. János Berez, membre du comité central du P.C. (1). En fait, « les plates se sont fermées » 40 % des Hongrois ont moins de trente ans, et 70 % des millions du parti ont adhéré après 1956.

Le kádàrisme

Les plaies se sont-elles vraiment fermées ? On pourrait le croire, à entendre dire de M. János Kádár, l'immuable premier secrétaire du parti, arrivé au pouvoir dans les fourgons de l'armée soviétique, un mieux, qui est populaire, au pis, qu'il « a fait ce qu'il a pu ». L'homme est discret : pas de portrait officiel, aucune note de la personnalité. Il s'est si bien effacé derrière son pragmatisme qu'on le cite rarement dans les conversations. Pendant un quart de siècle, le kádàrisme s'est révélé un art, fort ingénieux, de traiter avec un voisin trop puissant, qui est aussi un occupant, et d'accommoder une doctrine trop rigide, qui même presque partout a débâclé l'économie.

Ici, pas de déshélic, bien au contraire. A lui seul, le paysage révèle l'essence et la réussite, du régime : d'un côté les grandes terres à blé, à maïs, à pommes de terre, sur lesquelles l'Etat passe ses tracts. De l'autre les jardins, un million et demi de jardins, qui sont pour la moitié de la population autant de parcelles d'autosubsistance, et qui assurent le tiers de la production agricole marchande.

Entre les plaines collectivisées et les parcelles privées, pas de contradiction : les uns et les autres se complètent et, même, s'interpénètrent. Le paysan employé par l'Etat devient, par la même occasion, un exploitant qui travaille pour son compte. La même dualité se retrouve presque partout en Hongrie. Chacun concède une partie de soi-même à la collectivité, et réserve la meilleure part à une activité secondarisée, personnelle, où il exerce sa liberté.

La « vraie vie »

Voici István et sa famille, paysans du nord du pays. Comme la moitié des Hongrois, ils vivent dans un village, c'est-à-dire une localité de moins de dix mille habitants. Avec son toit à quatre pentes, ses toitures bruyantes, ses cuisines bien rangées, leur maison ressemble à beaucoup d'autres. Dans la rue passent des charrettes à chevaux, des paysans à fièvre, des hommes au teint de brique dont le chapeau tyrolien rappelle, quelquefois, que la Hongrie s'appartient à la monarchie des Habsbourg.

L'égline, avec son clocher à bulbe, et la « maison du parti », avec son étyle rouge, ne sont pas forcément les deux pôles de la vie communale. Subventionnés par l'Etat, les prêtres catholiques ne cristallisent aucune opposition au régime. Ils se contentent de « parler de paix », dit István, au même titre que les auteurs

officiels qui défilent sur le petit écran.

István raconte sa vie : huit à dix heures par jour à la coopérative voisine. Sa brigade « fait » du maïs, d'autres du lait ou de la betterave. La plus grande partie du salaire est liée au rendement. Un vacher, précisez-le, peut gagner davantage qu'un agrobiome.

A l'intérieur même du domaine collectif, il dispose, comme tous ses compagnons, d'un lopin privé. Il achète grains et fourrages à la coopérative : ainsi peut-il alimenter son bœuf, vaches, cochons, vides, canards, lapins, qu'il élève dans des cages, derrière sa maison.

La « vraie vie », pour lui, commence là, dans cette base-cour qui lui donne, lorsqu'il va au marché, les plus gros revenus. Le système est partout le même, avec des nuances : le paysan reçoit du secteur « socialiste », dont il est l'employé, les aliments et le matériel nécessaires à son exploitation personnelle. Souvent, les portées de valises et de cochons lui sont également fournies, et les résidues, à un prix fixé d'avance, sous forme de viande d'abattoir.

Chez István, tout le monde travaille. Dans la cuisine de Formica, la femme coud des robes, sous une horloge à cocoon. Les deux filles, dans la véranda, arrosent une machine à tricoter, pour le compte d'une coopérative artisanale. Lorsqu'elles auront un enfant, elles pour-

ront rester chez elles : une allocation-maternité est versée pendant trois ans aux mères qui élèvent leur dernier-né.

La médecine est gratuite, du moins en principe. Depuis un an, la retraite est à soixante ans pour les hommes, et à cinquante-cinq ans pour les femmes. Les enfants étudient avec une bourse de l'Etat. Autant de « détails » qui expliquent pourquoi István ne veut rien changer. Pourquoi même il affirme que 1956 a été une « contre-révolution ». Fils de valet de ferme, il est de ceux qui ont le plus souffert des structures féodales de l'ancien régime et bénéficié le plus du nouveau.

« Quand il dit noir, c'est noir. »

Pourtant, István n'est pas aussi « conforme » qu'il le paraît. De la télévision, il dit que les informations sont vraies à 90 %, et qu'il faut « les compléter ». Si, à la coopérative, il peut donner son opinion, il y a « bien des entorses », dit-il, à la démocratie.

C'est ce que disent aussi les membres de la coopérative Amnité avec le peuple russe, dans la région de Cegléd, à l'est de Budapest. Devant un moulin à paprika, servi à l'occasion de la fête des vendanges, dans un préau délabré, ils expliquent pourquoi leur président a été réélu sans cesse depuis 1967 :

« Il n'y en avait pas d'autre. »

Pourtant, aussi, une décision ne sont jamais discutées.

« Quand il dit noir, c'est noir. »

Pourquoi il vaut mieux « être content », et pourquoi, enfin, il faut que le syndicat « soit d'accord ».

Réponses caricaturales, qui s'expliquent, pourtant, à la vue du présent en question. En comptant-eston dans son appartement citadin, entre ses tableaux et ses livres, l'homme est à l'est de la mer du Nord, mais qu'il dirige. Mais c'est grâce à des agronomes comme lui, ingénieurs sortis des « écoles » et non leaders surgis de la bête, que l'agriculture hongroise a fait sa révolution et qu'elle atteint aujourd'hui, à force de mécanisation, une productivité exceptionnelle en pays socialiste.

Des chiffres nous sont donnés, dans une ferme d'Etat modèle, par un ingénieur qui collectionne, sur une table, les vaches laitières de l'histoire et les portraits de Léonine. Les rendements ont doublé ou triplé en quinze ans, affirme-t-il. La production de lait est de 4 tonnes et demi à 5 tonnes à l'hectare, soit trois fois plus qu'en Union soviétique. Les techniciens du combinat vont régulièrement à l'Ouest « voir ce qui se fait ». La Hongrie compte près de 11 millions d'habitants, mais elle est capable d'en nourrir quinze. Elle peut donc exporter une partie de sa production.

Autre caractéristique des campagnes : la fusion du travail industriel et du travail rural. Les coopératives agricoles ont monté des unités de vêtements, de conserves, pour occuper la main-d'œuvre libérée par la mécanisation. La plupart des familles, dans les villages, sont à la fois paysannes, ouvrières et artisanes. Beaucoup de travailleurs de l'industrie ont leur lopin de terre. Quand ils ne construisent pas leur maison, ils cultivent leur jardin. « Parler séparément des ouvriers et des paysans, c'est une erreur », dit un sociologue, M. István Kemény. Les uns et les autres sont des salariés de l'Etat, qui ont créé un job privé.

Pour expliquer le « miracle » hongrois — un approvisionnement abondant et varié, — bien des gens, à Budapest, se réfèrent à l'intelligence de leurs dirigeants et à la compétence d'une administration formée par les Habsbourg, d'est-à-dire, précisons-le, à l'« autrichisme » et pas à la « slave ». D'instinct, ils voient le fruit de la révolution de 1956, et de ce que M. Kemény appelle « la laïcité décapante, acharnée » de la population contre un système absurde.

« C'est l'échec de la collectivisation forcée de l'agriculture, ou plutôt des années 60, qui a conduit le régime à encourager la production privée », dit-il. Quand les bureaucrates, des uns plus tard, ont voulu pénaliser par l'impôt les parcelles individuelles, ils ont dû revenir immédiatement en arrière : en quelques semaines, les paysans avaient cessé de ravitailler les marchés.

« Ce qu'on vous a dit dans les coopératives ne m'a rien plu », déclame un ami de Budapest. Quand ils parlent des agronomes et des syndicalistes, les paysans disent toujours « eux ». Et « nous » quand ils parlent d'eux-mêmes.

L'important, sans doute, c'est qu'ils aient appris de se sentir « nous ».

CHARLES VANHECKE.

Prochain article :

LE SYSTÈME « D ».

(1) Baptisé « parti socialiste ouvrier hongrois ».

RADIO-COMMUNAUTÉ

F.M. 94.4 MHz

En direct de 18 h à 24 h

Informations

de 18 h. 30 à 22 h.

La radio

des communautés

juives

de la région parisienne

week-ends, sorties, vacances, DÉPART TRANQUILLE



ALARME 2000 contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'installation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans agression du voleur, remplir et retourner le bon ci-contre à ALARME 2000, 8, rue Guizot, 75018 PARIS ou téléphoner au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom
Prénom
rue
n° code postal
ville 192

ODOUL Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

Histoire économique de la France.
XXI-XXII siècles
FRANÇOIS CARON
C'est l'histoire des étapes de la croissance et de l'économie de l'Etat, c'est à une lecture nouvelle des faits qu'il invite cet ouvrage qui bouscule bien des idées reçues et réintroduit l'économie française dans une perspective de longue durée.

Petite histoire de la France au XX^e siècle
Antoine Prost
La Chine et son économie
Pierre Trollet
L'information aujourd'hui
Bernard Voyenne
Le Moyen-Orient au XX^e siècle
Jean-Pierre Derrière

ARMAND COLIN
Catalogue universitaire chez votre libraire ou 103, bd St-Michel - 75005 Paris

L'éducation comparée
de la subjectivité dans le langage
Catherine Kératou Orsini
Expression-Communication
Francis Vauze
Géographie urbaine
Jacqueline Bouquet-Garnier
Éléments de sociologie
Henri Mendès

L'Education comparée
LE THANH KHOI
Une étude des faits éducatifs, de leurs ressemblances et de leurs différences, considérées dans leur contexte politique, économique, social et culturel, en vue d'aboutir à une théorie de l'éducation applicable à tous les types de sociétés.

Tel Aviv: 5 jours sur 7.

Liaison sans escale en gros porteur. Départ de Paris du mercredi au dimanche à 9 h 45. 1850 F

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

Tarif Loisirs aller/retour.

AFRIQUE

Tunisia

**Invokant certains « abus »
du scrutin**
LE MOUVEMENT

DEMANDE L'INVALIDATION DES DÉPUTÉS GOUVERNEMENTAUX (De notre correspondant.)

Tunis. — Le président Bourguiba a décidé de reconduire le gouvernement dirigé par M. Mohamed Madi, alors que, traditionnellement, il procédait à un remaniement ministériel aussitôt après l'ouverture de la session parlementaire.

premier ministre a annoncé dimanche 6 novembre, que le chef de l'Etat, avec lequel il venait de s'entretenir, lui avait renouvelé sa confiance, ainsi qu'à l'ensemble des ministres.

CORRESPONDANCE

DU SUD
dre part de richesse d'un pays

la question de la citoyenneté est-elle toujours à l'étude, et la citoyenneté sud-africaine commune à tous est l'une des options. Pour ce qui concerne la richesse, M. Claude oublia sans doute que

la plus grande mine de platine du monde et certains des gisements les plus riches de chrome et de charbon sont situés dans les « homelands ». En outre, le gouvernement sud-africain a élaboré un programme de dévelop-

peuvent économique qui donne la priorité aux régions les moins développées, « homelands » indépendants inclus, et y investit des sommes considérables. Les « homelands » indépendants ne sont donc pas exclus des richesses

En troisième lieu, il semble que M. Claude préfère sélectionner les faits qui vont dans le sens de ses affirmations : il avait ainsi, à l'Assemblée des

« Le Sud a pratiqué la politique de la canonnière à l'encontre de l'Angola et du Mozambique accusés d'être des terroristes ». Or l'on sait très bien, par ses visites sur la frontière namibio-angolaise,

SWAPO a des bases militaires en Angola ; 2) qu'il dirige à partir de ce pays pratiquement toutes les attaques sur des civils innocents dans le nord de la Namibie. Il est probable qu'il ait vu cer-

unnes. Huit autres
t ensuite été décou-

(1) Voici le contexte de la déclaration du premier ministre cité dans l'article incriminé. Alors que le leader de l'opposition, M. Van Zyl

Slabbert, s'en prenant la 7 août devant le Parlement aux propositions constitutionnelles du parti nationaliste et indiquait : « Votre concept l'autodétermination pour les Blancs n'est rien d'autre que la poursuite de la domination blanche... », le pre-

l'ancien ministre l'interrompt : « Dans cet Etat, oui. Les Noirs peuvent dominer dans - leurs propres Etats » (les homelands). Semblé par des personnalités non blanches modérées de retirer cette interjection contraire à l'esprit de ses discours réformistes,

M. Rotha réitérait, le 25 août, devant les députés : « Je ne retire rien. Mes propositions de 1977 sont valables : les Blancs auront la majorité dans le collège électoral chargé d'élire le vice-président d'Etat ».

africains, si respect clairement des conditions dans lesquelles s'indépendance » a été accordée « quatre remaniements que tous leurs « citoyens », de facto ou de jure, ont perdu leur citoyenneté sud-africaine. Si

... toujours à l'étude », le moins qu'on puisse dire est que cette étude demeure hautement confidentielle...]

1000

PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE :

zenberg a estimé que le Parlement ne doit pas être « un club fermé et mondan où s'échangeraient des dialogues convenus entre complices ».

des dialogues concrets entre complices »

A black and white photograph showing a wide, flat, snow-covered field in the foreground. In the background, a dense line of trees, possibly evergreens, stands against a dark sky. The image is somewhat grainy and has a high-contrast, vintage feel.

des dialogues concrets entre complices »

1. **Содержание:**

HISTOIRE
MAGAZINE
VICTORIAN 1787
la France au secours de l'Amérique

LU DANS Faits & Chiffres

VIENT
DE PARAITRE

LA FORTUNE DES FRANÇAIS

11.860 milliards de Francs en 1981

(montant du patrimoine brut, dettes non-déduites, des ménages
actualisé pour 1981)

RÉPARTITION

	montant : milliards de F	en % du total
L'IMMOBILIER BÂTI DES MÉNAGES	6.130	51,7 %
dont logements des particuliers	5.000	
dont bâtiments professionnels	1.130	
LES ACTIFS FINANCIERS DES MÉNAGES	2.370	20,0 %
dont placements liquides (Caisse Épargne etc...)	1.140	
dont espèces, dépôts, comptes banques et CCP	440	
dont or (lingots et pièces)	430	
dont actions et obligations cotées en Bourse	360	
L'INSTRUMENT DE TRAVAIL DES MÉNAGES	2.160	18,2 %
dont terres agricoles	1.000	
dont stock et matériel des agriculteurs et entrep. indiv.	450	
dont parts et actions des sociétés non cotées	280	
dont droits incorporels entrep. individuelle	280	
dont cheptel (ovins, bovins, etc...)	150	
LES BIENS DIVERS DES MÉNAGES	1.200	10,1 %
dont biens durables (autos, motos, hi-fi)	650	
dont bois, forêts, landes, étangs	180	
dont objets d'art et de collection exonérés par M. Mitterrand	150	
dont terrains à bâtir	110	
dont assurances vie capitalisables	110	
TOTAL	11.860	100 %

NB : L'immobilier bâti plus celui non bâti représentent au total 7.420 milliards de F, soit 62,5 % du patrimoine brut total des ménages.



dans FAITS & CHIFFRES 1981
numéro hors série du Nouvel Observateur
36 rubriques de «Aéronautique» à «Tourisme»
= 194 pages : 32 F
en vente chez tous les marchands de journaux

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir ☐ FAITS & CHIFFRES 1981

Nom _____
adresse _____

Chèque à l'ordre de SGB - 9, rue d'Aboukir 75002 Paris -

"FAITS & CHIFFRES" EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI

مكثا من الأمل

LA PRÉPARATION DU VINGT-QUATRIÈME CONGRÈS DU P.C.F.

Dans «l'humanité», la discussion s'engage sur le «retard stratégique» du parti entre 1956 et 1976

La discussion publique et officielle du projet de résolution soumis aux membres du P.C.F. en vue du vingt-quatrième congrès de leur parti (le Monde du 14 octobre) s'est ouverte dans l'humanité du lundi 9 novembre. Deux militants y défendent le point de vue de la direction sur la nécessité de rechercher dans le « retard stratégique » dont aurait souffert le parti communiste entre 1956 et 1976, les causes de son « revers électoral » du printemps dernier.

De son côté, Rencontres communistes-hebdo, qui avait ouvert une tribune de discussions dès le mois de juin, met en cause, en se penchant sur la présomption du président combede dans la presse

[illegible]

communiste, la « composition » et les « pouvoirs » de la commission chargée de sélectionner les articles publiés dans la tribune de l'Humanité, le « volume des contributions de dirigeants mandatés pour soutenir le projet du comité central », le « traitement des critiques » et le « principe du débat à partir des seules idées émises par les directions ».

de l'exclusion de fait des trente fondateurs de Rencontres communistes, que treize des cellules concernées ont refusé de mettre en œuvre cette mesure.

» Or c'est en 1977 que ce déca-

deux appareils : les communistes dans les pays en développement, qui ont mené des programmes de planification par la méthode du plan quinquennal, et les socialistes dans les pays développés, qui ont mené des programmes de planification par la méthode du plan triennal. Les communistes ont mené des programmes de planification par la méthode du plan quinquennal, et les socialistes ont mené des programmes de planification par la méthode du plan triennal. Les communistes ont mené des programmes de planification par la méthode du plan quinquennal, et les socialistes ont mené des programmes de planification par la méthode du plan triennal.

M. Maurice Carden, de Ponte

Six mois

(Suite de la première page.)

Si les rapports Est-Ouest et Nord-Sud ont été au centre de la politique étrangère du nouveau président, l'Europe, à l'intersection de ces deux axes, a à peu jusqu'ici été absente alors qu'il s'en est depuis toujours beaucoup soucié. Mais sans doute rap-
lera-t-on de l'espace social européen au tout prochain

Dès le premier jour, la gauche savait et disait qu'elle serait jugée sur sa capacité à lutter contre le chômage et l'inflation.

Fallait-il donner une priorité absolue à l'emploi ? L'état de grâce n'eût-il pas fait un peu oublier celui des prix, dont le blocage partiel aurait été mieux compris en juin ? Dressé plus tôt, un bilan économique et financier de l'ancien gouvernement n'aurait-il pas permis de faire admettre des mesures plus drastiques ? Fallait-il enfin se lancer dans de profondes réformes de structure avant d'avoir réglé les équilibres fondamentaux ?

Ausnt de questions qui n'ont qu'un intérêt rétrospectif.

Les réponses sont connues et regardent l'avenir. La première est que la président de la République avait le devoir de assister à ses engagements, et l'étonnant est qu'on s'en étienne; la seconde raison est d'ordre moral : le chômage n'est pas seulement un mal social, c'est un fléau humain ; la dernière est que les nationalisations étaient jugées nécessaires pour que, face aux concurrents mondiaux, la psyché ait une nouvelle et véritable politique industrielle, et pas seulement dans les secteurs de pointe, comme l'avalent voulu les gouvernements précédents.

Il est probable que les socialistes aient sous-estimé l'extrême complexité d'une économie moderne et, à un moindre degré, celle d'un État moderne. Coupés des responsabilités nationales depuis vingt-trois ans et plus — et cela n'est pas le moindre effet du défaut d'atténuation — privés plus ou moins des connaissances qu'ils ont de la nation, le pouvoir ne leur a dispensé qu'une parole mal préparée à leur tâche pour la formation intellectuelle, ils ont pu commettre, au moins au début, des erreurs et des maladresses.

Il est déjà difficile de gérer un pays tel que le nôtre. Lorsqu'on entreprend en plus de le réformer en profondeur, la tâche est à la limite des forces humaines, personnelles ou collectives. Et d'autant plus que, assuré de la fidélité de la majorité politique, le

gouvernement ne l'est évidemment pas du soutien du pouvoir économique. Gérer, réformer, mais aussi être

Abasourdis par sa défaite, la droite a laissé dire et laissé faire jusqu'aux vacances. Puis elle est passée d'un excès à l'autre. Réveillés, et parfois rajeunis, ils livre au gouvernement, en éparpillant jusqu'ici la présidence, une bataille de dénigrement, voire d'affo-

inflation dans les moyens d'information en majorité restés fidèles à l'ancien pouvoir et une bataille de harcèlement d'obstruction au Parlement. Exploitant le moindre incident et le moindre bruit, les médias de langage et de tonneaux d'alarme et de tension qui ne correspondent guère à celui du pays. Avant de comprendre et de se rassasier, la majorité est tombée dans la piège (2). Mais ce piège en cache — misl — un autre : face aux attaques lancées par l'opposition sur tous les fronts, le pouvoir peut être tenté de réagir en deux temps : il entrerait doublement dans le jeu de ses adversaires, qui ne se lassent pas d'annoncer cette radicalisation et ne manqueraient pas d'en pro-

Si le président de la République a eu raison de vouloir calmer le feu, il reste qu'à l'ensemble s'ajoutent, dans deux types de société, au moins deux conceptions de l'action politique et même deux types d'hommes. La confrontation risque de durer eussent longtemps que les réformes en cours ou en discussion — décentralisation, nationalisations, fiscalité, culture — ne seront pas inscrites, enracinées dans les faits, eussent longtemps que l'opposition aura l'espoir non seulement de les retarder, mais de les faire échouer, voire d'en saboter l'application.

En six mois, le président de la République, le gouvernement et la majorité ont beaucoup appris, beaucoup travaillé, beaucoup innové. La majorité du pays leur fait confiance. Mais, pour gagner la confiance de l'opposition, la gauche ne peut élargir son cercle de ses partisans, et en particulier, de jeunes un peu délaissés et de salariés un peu déçus, alors qu'ils avaient émis un vote non seulement de confiance, mais d'espérance le 10 mai. Sans aller au-delà des engagements du président, le gouvernement peut encore faire beaucoup pour répondre à leur attente.

J. F.

(2) M. Michel Noir, l'un des quatre « mousquetaires » de l'opposition, dans le Point des 7-8 novembre : la bataille consistait à montrer la force de l'opposition et « à faire sortir la majorité de ses gonds ».

11

Journal du Dimanche »
LOIS DU SEPTENNAT
CITIFS (53 %)

Un sondage IFRES - « Journal du Dimanche »

**LES SIX PREMIERS MOIS DU SEPTENNAT
SONT JUGÉS POSITIFS (53 %)**

Un sondage IFRES, réalisé du 4 au 6 novembre, sur un échantillon de mille personnes, pour le *Journal du dimanche* (publié le 8 novembre), révèle que 53 % des personnes interrogées jugent

En réponse à M. Jospin

**M. FOYER : TOUT EST PERMIS
A LA MAJORITÉ, RIEN
A LA MINORITÉ**

A la suite de la déclaration de M. Joseph à quiconque diffamait la justice, le *« Monde »* daté (8 novembre), en réponse à un article de M. Joseph, a publié le communiqué suivant :

« Quand les Ports, l'ancien garde des sceaux républicain dans le journal en écrivant notamment : « M. Joseph est un homme qui s'efforce de faire passer la loi sous l'anneau d'une main et se frotte les yeux de l'autre », a voulu insinuer l'existence du reproche d'intolérance que j'ai adressé à la presse, »

« Celle-ci n'a pas supporté, de la part d'un vice-président de l'Assemblée nationale, l'insinuation que celle-ci n'est que le lieu de débauches et de spéculations personnelles que le chef de l'Etat lui-même a condamnées, elle a réagi et elle a raison. »

« Les doléances sont fondement. »

« Voilà maintenant que M. Joseph menace de poursuivre à l'extrême ceux qui ont osé lui reprocher la liberté d'expression. Tout cela se résout en une phrase : tout est permis, tout est licite, rien ne l'est plus. »

Le Monde, 22. 11. 1937, 2.

Les premiers six mois de la présidence de M. François Mitterrand comme une période positive, contre 31 % qui l'estiment négative. 57 % déclarent avoir l'impression d'assister à un changement de société, contre 29 %.

L'enquête de l'IFRES révèle également que si 58 % souhaitent voir le régime tendre vers la « modération », 48 % estiment qu'il y tend actuellement ; 27 % souhaitent que le régime se « radicalise » et 24 % estiment qu'il tend vers la « radicalisation ».

En revanche, une majorité croissante croit à l'efficacité de la politique économique en matière d'inflation (48 % contre 41 % il y a deux ans) et dans le domaine du chômage (48 % contre 41 %).

D'entre part, un sondage de l'Institut d'opinion de l'Université de Poitiers, publié lundi 9 mai, indique que 52 % des personnes interrogées se déclarent « favorables » à la candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing, 43 % à celle de M. René Hurel, 11 % à celle de M. Jacques Chirac, 21 % chef d'un « grand parti situé au centre ». 41 % jugent « souhaitable » la présence de M. Giscard d'Estaing au Conseil constitutionnel (contre 34 % pour M. René Hurel, 41 % affirmant que M. Giscard d'Estaing a été « élu sur un très bon chef », 32 % nul discernement, 20 % « favorable », 10 % « défavorable » ou « indifférent »).

LE FRIC EN CAVALE.

- La panique est-elle généralisée ?
- Les douanes ont-elles saisi les "gros poissons" ?
- La Suisse fera-t-elle barrage à l'afflux des capitaux ? Les Français y ont-ils intérêt ?

- L'argent étranger fuit-il la France ? Comment un grand banquier américain évalue les possibilités économiques de la France socialiste. Une démonstration de "réalisme froid".

LE NOUVEL observateur

CETTE SEMAINE

PARIS



Charles Harbutt, © 1981, Jardin de Luxembourg, 1981.

MAGNUM

Photographies 1935-1981 Musée du Luxembourg du 25 novembre Réalisée par le Ministère
19 rue de Vaugirard au 17 janvier de la Culture

Avec le concours de United Technologies Corporation

sur le cinéma

« décret Faranpout » a, en 1949, au nom de la loi antitrust, écarté la distribution de la production. De nombreux professionnels demandent l'instauration d'une telle mesure en France. Les rapporteurs ne prononcent pas à leur compte une application en France d'un tel décret. « Toute règle susceptible d'empêcher un film de se faire est une mesure nulle », mais les estimons qu'il occasionne la négociation du code de programmation les sociétés inscrites devraient prendre divers engagements visant à améliorer les rapports avec les producteurs et distributeurs indépendants (non-discriminables entre les films, financement des premiers films, etc.).

Un médiateur

A côté de ce code de programmation, la mission préconise l'instauration d'un « code de concurrence loyale » afin de fixer une règle du jeu à laquelle chacun pourra se référer au jour le jour. Ce second code énonçant les principes et distinguant notamment la période d'exploitation de la distribution sélective de la période d'exploitation de droit commun où le marché serait libre. Un « médiateur » du cinéma, choisi à l'extérieur de la profession, nommé pour dix ans par le président de la commission de la concurrence, serait chargé d'arbitrer les litiges.

Ces réformes de fond

visent à rétablir un certain degré de concurrence pour la distribution et l'exploitation du film. La mission suggère l'adoption de divers mesures allant des droits du consommateur-expéditeur en matière de confort ou de qualité des copies en développement des salles d'art et d'essai, en passant par un soutien financier pour les salles indépendantes. A ce sujet, la mission estime qu'une réforme interviendrait avant le 31 décembre 1981 devrait permettre une forte revalorisation et des droits de soutien pour les salles indépendantes. De même, la plupart des sommes sur sociétés autorisées par la sauvegarde communautaire seraient substantiellement relâchées par la prise en compte d'un plus grand nombre d'années pour le calcul de l'aide.

III. - L'EFFORT COLLECTIF

La mission Bredin constate que, jusqu'à présent, le cinéma est resté à l'extérieur de la plus réglementée, tout en recevant la part la plus faible du budget de l'Etat. Or le projet de budget 1982 indique un effort financier accru de la puissance publique en faveur du cinéma. Pour les dépenses ordinaires, les crédits vont progresser, globalement, de 13,5 millions à 22,5 millions (soit + 51 %) et cela devrait s'ajouter des dotations pour investissement de 11,3 millions.

Estimant que l'investissement des règles de soutien économique ne suffit pas à donner une juste place à toutes les formes de l'expression cinématographique, les rapporteurs préconisent enfin une série d'actions concrètes. « Les volontés », elles devraient déboucher sur une « consécration » et cet instrument de concertation sociale ou de formation culturelle » est celui de la « salle ». Ces actions seraient pour but de favoriser les initiatives locales de production, d'achats, de développer des lieux de culture cinématographique, de renforcer le réseau de salles à vocation culturelle et d'établir un nouveau régime pour la diffusion non commerciale dans le secteur associatif.

Le concours de l'Etat est jugé insuffisant, notamment pour des actions ponctuelles qui pourraient être faites en liaison avec d'autres collectivités publiques et pour une participation accrue aux organismes chargés de la production du cinéma en France et à l'étranger, tels l'Unifrance film et le Festival de Cannes.

Dans les grandes lignes, cette partie du rapport Bredin, sorte d'annexe aux conclusions, a été soumise aux nombreux besoins dans le domaine de l'audiovisuel, la nécessité du développement du cinéma des régions et de la création de « passerelles » entre le cinéma, les nouveaux modes d'expression audiovisuelle et les autres arts, fixe ses projets culturels sur trois points principaux :

LA RENOVATION DES STRUCTURES DU CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE (C.N.C.). — Les professionnels devraient être mieux associés à l'exercice des responsabilités par « une véritable concertation à l'extérieur d'un établissement public démocratisé ».

Pour cette proposition en fait de doter le C.N.C. d'un conseil d'administration d'une vingtaine de membres représentant la production, l'exploitation, la distribution, les auteurs, réalisateurs, interprètes, les organisations syndicales de techniciens, les associations culturelles et des spectateurs, les organismes de télévision et l'Etat. Le directeur général du C.N.C. serait, de droit, président de ce conseil d'administration, qui pourrait être constitué et mis en place avant le 31 janvier 1982. Il n'y a pas là, on peut le constater, un bouleversement considérable, mais un appel — nécessaire — à la solidarité professionnelle.


Par la mission du cinéma, une coopération et une coordination s'établiraient pour la conservation et la diffusion des films, avec le service des Archives du film de Bois-d'Arcy, la Cinéma-thèque française, la Cinéma-thèque de Toulouse et la Cinéma-thèque mul-

tipli-média. Le rapport garantit, à ce propos, l'indépendance des diverses collections et reprend à son compte la possibilité d'une réédition des divers cinémathèques existant en France. Sans arriver, c'est la première intervention officielle correspondant, en quelque sorte, à l'appel pour une cinémathèque nationale lancé il y a quelques années — sans trouver d'écho, alors auprès des pouvoirs publics — par six personnalités.

LA FORMATION ET LA RECHERCHE

Il s'agit de tout un plan de révision du système d'enseignement du cinéma (enseignement d'état et enseignement universitaire) impliquant une vaste concertation avec le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la communication. Projet peut-être centralisateur mais qui nous conduit, en partant du regroupement de l'IDEEC, de l'École nationale Louis-Lumière et de l'INA, à une solide institution formant des réalisateurs, des techniciens des laboratoires, pour redonner aux métiers du cinéma (et aussi de la télévision) un professionnalisme favorisant une qualité de la création dans toutes les branches de l'activité audiovisuelle.

Si l'Institut International Louis-Lumière devait exister, la mission Bredin pense qu'il pourrait être inauguré le 28 décembre 1981, pour le quatre-vingt-dixième anniversaire de la première projection du cinématographe Lumière au Grand Café, à Paris.



Demande de Carte American Express

à renvoyer d'urgence: 9258 Rue Malmation Cedex

SAN 948.803.147.1

Né(e) le _____

Prénom _____

Adresse _____

Cité postale _____ Ville _____

Emploi _____ Profession _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Banque _____

Signature X _____

Date _____


Deux minutes pour demander la Carte American Express.
dont le prestige et l'autorité vous seront précieux, à longueur d'année.

Voici les 12 services auxquels la Carte American Express vous donne droit

- Restaurants :** la Carte American Express vous permet de régler votre addition avec élégance et sans vous soucier dans plus de 5000 établissements en France.
- Hôtels :** ils sont des milliers dans le monde à accepter la Carte American Express (bien utile si votre séjour dure plus que prévu).
- Boutiques et grands magasins :** la Carte est idéale pour les achats importants.
- Location de voiture :** les titulaires de la Carte American Express sont dispensés de verser une caution.
- Passe de devises à l'étranger :** l'un des 1000 bureaux ou représentants American Express dans le monde vous remet jusqu'à 2000 F par semaine sur simple présentation de votre Carte et de votre carnet de chèques.
- Voyages :** inutile de vous encombrer de devises car la plupart des agences de voyages acceptent la Carte American Express.
- Réservations assurées :** sur simple appel téléphonique, quelle que soit l'heure de votre arrivée, dans la plupart des hôtels internationaux.
- Vol ou porte :** même si vous ne pouvez pas vous rendre immédiatement American Express, votre responsabilité ne peut être engagée au-delà de 250 F... et votre Carte sera remplacée gratuitement.
- Assurance-Voyage :** Automatique qui peut atteindre 350 000 F si vous réglez votre titre de transport avec votre Carte American Express.
- Hospitalisation :** vous pouvez souscrire une Assurance Hospitalisation* de même qu'une Assurance Accident* ou une Assurance Aviation*.
- Votre gestion personnelle :** sera simplifiée et rigoureuse grâce aux relevés de compte accompagnés de justificatifs détaillés que vous adressez American Express.
- American Express Assistance :** 65 F TTC par an — et des moyens exceptionnels sont mis au service de toute votre famille pendant un an, dans le monde entier. La Carte American Express est la première carte adhésive à mettre à la disposition de ses titulaires, 24 sur 24 :
 - * une assistance médicale pour eux et leur famille dans le monde entier.
 - * une assistance matérielle pour leur véhicule, en France et dans 28 pays.

Ceci pour 65 F TTC par an, soit 3 fois moins cher qu'une assurance individuelle pour 1 mois de vacances. Des que vous serez titulaire, vous recevrez une documentation détaillée sur ce service.

* sources auprès de la Compagnie St Paul Fire and Marine, entreprise régie par le Code des Assurances D.A. 23.06.77/29.02.80.



La Carte American Express vous serait bien utile, en France comme à l'étranger, mais vous n'avez jamais trouvé le temps de remplir votre demande de Carte.

Désormais la formule "express" ci-dessus vous permet de le faire plus facilement et plus rapidement : deux minutes suffisent. Dès que nous l'aurons reçue, nous vous appellerons personnellement pour vous demander, par téléphone, quelques précisions complémentaires, et répondre à toutes vos questions (sachez d'ores et déjà que le revenu minimum des titulaires de la Carte American Express est de l'ordre de 80 000 F).

Renvoyez vite la demande express ci-dessus pour bénéficier sans retard de la sécurité et de l'autorité uniques que vous assure la Carte American Express.

On a retrouvé la 7

UN VOYAGE CHER
Le demi dans la main

Un dîner
de légende

CONSEIL

gestion financière
de l'entreprise

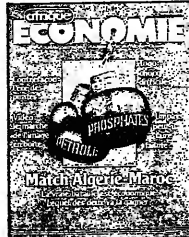
INFORMATION
LES ETUDES
DU PLEIN EMPLOI

1980 240 000
1981 250 000

ANALYSE
OPERATIONNELLE

DETERMINER

PETROLE ALGERIEN CONTRE PHOSPHATES MAROCAINS: Qui a le mieux réussi?



**Vous le saurez en lisant
le n°2 de
JEUNE AFRIQUE ECONOMIE**

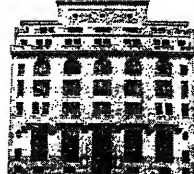
DEMAIN: REPRISE DE LA CONSOMMATION C'EST LE MOMENT DE RENCONTRER UN HOMME D'EXPERIENCE.

Les choix du Gouvernement sont arrêtés: le budget va relancer la consommation. Cette reprise va entraîner certains secteurs de l'économie et donc ouvrir des perspectives nouvelles. Comment les interpréter pour y associer ses placements avec les meilleures chances de succès? C'est le moment de rencontrer un homme d'expérience, l'Agent de Change, au 4 Place de la Bourse à Paris ou

dans toutes les villes boursières de France. Un homme qui pourra vous donner des conseils précieux, fondés sur une expérience approfondie des mécanismes économiques nationaux et internationaux et sur une intuition développée par une pratique quotidienne du marché des valeurs. Un homme qui sait l'importance du moment où il faut acheter et du moment où il faut vendre. Un homme qui sait

réagir vite, en prenant les décisions qui s'imposent. Un homme de confiance enfin, qui saura vous informer et vous conseiller en toute liberté. Venez le voir.

**Bureau d'Accueil
des Agents de Change.
4, place de la Bourse, Paris 2°**
Ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 18 h 30.



**Les Agents de Change:
pour vos placements plus que jamais les hommes de la situation.**

Pour obtenir réponse à toutes vos questions, vous pouvez aussi écrire ou téléphoner: Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 39.70.32 / Nancy (8) 336.58.97 / Nantes (40) 48.41.96.

ENTRE VENTS ET MARÉES

Convergences fiscales

par JACQUELINE GRAPIN

Aussi étonnant que cela puisse lui apparaître, c'est en France que l'impôt sur le revenu est le plus faible de tous les pays de l'O.C.D.E. Cet impôt direct ne représente que 18 % du total de nos recettes fiscales, et 7,72 % de notre produit intérieur brut (PIB), alors que ces rapports sont de 38 % et 19 % en Allemagne fédérale, de 47 % et 30,7 % en États-Unis, 43 % et 50 % en Suède, 40 % et 28 % au Japon. Seule l'Espagne et le Portugal nous ressemblent à cet égard, ce qui ne manque pas de faire dire aux experts — anglo-saxons — de l'O.C.D.E. qui viennent de mettre au point ces délicates statistiques comparatives (2): « En matière fiscale au moins, la France est encore un pays méditerranéen. »

Les projets fiscaux du gouvernement français actuel s'inscrivent donc incontestablement de ce point de vue, dans la perspective d'un réajustement des structures de la fiscalité européenne. Depuis quinze ans, l'Allemagne a vu l'impôt sur le revenu passer de 33,7 % à 35,4 % de l'ensemble de ses recettes fiscales, l'Autriche de 25,6 % à 28,4 %, les États-Unis, partant de beaucoup plus haut (46,3 %), ont atteint 47 %. La France, dans la même période, ne gravitait que l'échelon de 18 %, alors qu'elle partait de 16,8 % en 1965. Il est vrai que si elle reste en queue de peloton pour le rôle des impôts sur le revenu dans ses recettes totales, ses impôts sont assez élevés en valeur absolue pour le placer tout de même au septième rang des États percepteurs de l'O.C.D.E.

Le grand risque

C'est en Suède et aux États-Unis que ces impôts représentent les proportions les plus élevées du monde: 50 % et 52,8 % du total entre 1965 et 1980 aux États-Unis, suivant une tendance inverse de beaucoup d'autres pays. Mais, dans l'ensemble, tous s'accroissent à mesure que les impôts sur la fortune, même là où ils touchent un grand nombre de personnes, ne produisent pas beaucoup de revenus en valeur absolue. Le grand scénario que voient certains États, notamment suédois et américains, dans l'impôt sur l'actif net⁽¹⁾, est qu'il facilite un contrôle permanent inébranlable sur les revenus (3).

En somme, l'augmentation en France de la fiscalité sur le revenu et sur le capital devrait logiquement contribuer à la modernisation et l'harmonisation fiscales du pays par rapport à ses partenaires industrialisés, européens et extra-

La tâche est évidemment rude, en augmentant ces impôts sans diminuer les autres charges qui incombent à l'État, les initiatives fiscales contribuent seulement à alourdir l'ensemble de la pression fiscale qui, avec 42,5 % de l'ensemble des recettes, est déjà de beaucoup supérieure à celle qui existe aux États-Unis (30,7 %), en Allemagne (33,7 %) et au Japon (28,4 %). Elle n'est guère dépassée qu'en Suède (46,3 %), en Norvège (47,8 %) et au Luxembourg (47,8 %). Si elle devait s'accroître chez nous, comme certains le craignent, jusqu'à 50 %, notre société souffrirait en effet de loin l'une des plus lourdes impositions du monde.

Que cela n'arrive pas dépendra à la fois de l'évolution des charges sociales et des impôts indirects. Les charges de sécurité sociale qui, elles aussi, n'ont pas cessé d'augmenter ces dernières années dans tous les pays, représentent en France, avec 43,12 % des recettes de la collectivité nationale, la charge proportionnellement la plus lourde de tous les pays de l'O.C.D.E. (mis à part l'Espagne dont l'imposition proportionnelle est encore relativement faible). Les pourcentages comparables sont de 29 % en Suède, 30 % en Suède, 17 % en Grande-Bretagne, 28 % aux États-Unis, 30 % au Japon, 34 % en Allemagne fédérale.

On constate aussi que, dans ces charges sociales, la part due par les employeurs est beaucoup plus forte en France que dans la plupart des autres pays, alors que celle qui est due par les employés est relativement faible. Des études sérieusement faites montrent aussi que l'ouvrier moyen français est d'ores et déjà le moins imposé du monde (4).

La fiscalité indirecte, si forte elle aussi en France, est-elle une faiblesse injuste? Une autre étude de l'O.C.D.E. (5) surprenant en montrant qu'elle est beaucoup plus progressive qu'on le croit, il n'en reste pas moins qu'avec plus de 30 % du total de nos recettes nationales, elle atteint chez nous des sommets qui ne sont dépassés que par la Portugal, l'Irlande, le Norvège et le Danemark, alors que l'Allemagne (28 %), les États-Unis (16 %), le Japon (16 %) également s'en tiennent à des taux plus modérés.

(1) Rapport sur les perspectives de convergence des agents de change dans la Communauté européenne. Publication 1, 1980.
(2) Statistiques des recettes publiques sur la fortune, les successions et les biens mobiliers. O.C.D.E., 1978.
(3) L'imposition des personnes physiques sur la fortune, les successions et les biens mobiliers. O.C.D.E., 1978.
(4) La situation au regard de l'impôt et des transferts sociaux de certains groupes de revenus. O.C.D.E., 1980.
(5) L'étude des impôts sur la consommation à différents niveaux de revenus. O.C.D.E., Paris, 1981.

هكذا من الأصل

A travers les revues françaises

Commerce international et monnaie

par DANIEL VITRY (*)

C'EST aux relations économiques internationales que nous nous intéressons d'abord avec deux articles parus sur ce thème.

● F. Vellas a publié, dans la *Revue d'économie politique*, un article : « Pays intermédiaire, pays relais et histoire de la spécialisation internationale » (1). L'intérêt de l'article est de montrer d'un renouveau de la théorie du commerce international qu'il s'agit de relations avec les autres pays. Il met en évidence les notions de pays intermédiaire, nouveau pays industrialisé et pays relais.

Les pays intermédiaires font partie des pays industrialisés, mais ils s'intègrent dans les relations internationales de façon différente selon qu'il s'agit de relations avec les autres pays industrialisés ou avec des pays en voie de développement. C'est essentiellement l'analyse de la qualification du travail et du produit national brut (P.N.B.) par habitant qui permet de fixer les limites de ce groupe de pays. En font partie la France, le Danemark, la Suède, l'Autriche et l'Italie. La France en fait partie, parce que, dans ses échanges avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et la R.F.A., elle exporte des produits consommables de travail qualifiés que les produits qu'elle en importe. Cela ne se produit pas dans ses échanges avec le Canada, l'O.R.S.S., la Tunisie et le Maroc.

L'auteur s'intéresse également aux échanges internationaux des pays en voie de développement (P.V.D.) : la caractéristique des échanges de ces pays est de porter, pour les trois quarts, sur des produits bruts, mais certains pays se détachent pour constituer deux groupes : les nouveaux pays industriels et les pays relais.

Les nouveaux pays industriels sont à l'origine du bouleversement de la structure des échanges entre les pays industrialisés, mais les P.V.D. structure caractérisée par la croissance des exportations des produits manufacturés. Globalement, la part des produits manufacturés dans le total des exportations de ces pays est passée entre 1968 et 1976 de 55,5 à 63,2 % ; les exportations de ces produits sont destinées pour l'essentiel aux pays développés.

Les pays relais sont des P.V.D. qui font du commerce avec les pays industrialisés, mais qui cherchent aussi à développer leurs échanges avec d'autres P.V.D. Dans leurs échanges avec les pays industrialisés, ils exportent des produits bruts conformément au schéma traditionnel ; mais, dans les échanges avec les autres P.V.D., ils exportent un renversement : ils y exportent des produits manufacturés, concurrentiellement ainsi et se substituent souvent aux pays industrialisés sur ces marchés. En cela, ce sont des pays relais. En fait, ce sont des pays relais. En fait, ce sont des pays relais.

Côte-d'Ivoire, le Cameroun, le Sénégal, l'Argentine, l'Équateur, la Malaisie.

● Catherine Huguel traite des « échanges technologiques mondiaux » dans un article paru dans la *Revue économique* (2). L'intérêt de cet article est la tentative de mesure des flux d'échanges technologiques internationaux. L'auteur distingue quatre composantes dans les échanges technologiques : la technologie incorporée dans des produits dont la fabrication nécessite d'importantes recherches (on parle de produits à forte densité technologique) ; les ventes de brevets, licences ; les investissements directs et, enfin, l'assistance technique. Reprenons le schéma. S'agissant d'un produit à forte densité technologique, l'auteur montre que depuis dix ans on assiste à un recul des Américains, à une augmentation de l'Europe, à un saut des Japonais et à l'apparition de nouveaux participants — les nouveaux pays industriels dont on vient de parler, insistent sur les aspects les moins connus : le recul des Américains est très sensible, puisque, en 1970, 39 % des produits industriels exportés par les États-Unis étaient des biens à forte densité technologique, alors qu'en 1979 cette part était tombée à 31,5 % ; or, pendant la même période, les dépenses de recherche-développement industrielles ont fortement baissé.

Lutte contre l'inflation

À propos des investissements directs à l'étranger, il faut signaler que les États-Unis ont ralenti depuis dix ans leurs exportations, alors que les investissements directs des États-Unis se sont accélérés. D'autre part, les investissements directs des États-Unis sont essentiellement entre pays développés, les P.V.D. accueillant aux investissements directs par l'achat de licences.

L'assistance technologique est la quatrième composante des échanges technologiques. Elle a connu un développement très rapide depuis dix ans. Quatre pays ont les trois quarts des versements totaux : il s'agit de la France, de la R.F.A., des États-Unis et de la Grande-Bretagne. C'est la France qui est très largement en tête : nous dominons en 1979 deux fois plus que la R.F.A., près de quatre fois plus que les États-Unis et cinq fois plus que la Grande-Bretagne.

● C'est vers des questions monétaires et financières que nous nous intéressons maintenant. La *Revue Banque* a publié le point de vue de la Banque des règlements internationaux (BRI) sur les investissements directs, prépondérant à la politique monétaire dans la lutte contre l'inflation (3). La BRI souligne d'abord combien les États ont eu raison de donner une place

cent pour expliquer cela. Le recul américain n'est cependant pas uniforme : on sait que les États-Unis conservent des positions dominantes dans certains secteurs comme l'aéronautique ou l'informatique. Ils se sont donc spécialisés dans certains produits, dont ils dominent les marchés. L'analyse de la vente des brevets et licences a les mêmes tendances. Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont une balance excédentaire dans ce domaine ; l'Europe et le Japon, au contraire, sont structurellement déficitaires. L'auteur tire des conclusions assez pessimistes : la situation est la suivante : les États-Unis et la Grande-Bretagne tirent des recettes très importantes des filiales de leurs entreprises à l'étranger. La position de la France est différente : quelque chose vend beaucoup de technologie à l'étranger, ses dépenses pour acheter des technologies étrangères sont très importantes, entraînant un solde négatif de la balance.

La part du revenu de la France sur ce chapitre de la vente des brevets et licences est inquiétante : notre balance des paiements technologiques est déficitaire non seulement dans les secteurs de forte intensité de recherche, comme l'électronique, mais aussi dans des secteurs nécessitant peu de recherche, comme l'alimentation ou le papier.

Or, cela explique cela. Le recul américain n'est cependant pas uniforme : on sait que les États-Unis conservent des positions dominantes dans certains secteurs comme l'aéronautique ou l'informatique. Ils se sont donc spécialisés dans certains produits, dont ils dominent les marchés.

Les banques ont réagi en cherchant à rapprocher les échéances de leurs placements et de leurs emprunts ; d'autre part, elles ont réduit la durée de leurs engagements et les ont assortis de taux variables. Malgré cela, leurs résultats financiers ont baissé : en 1980 les profits des banques américaines ont sensiblement moins augmenté que les profits des banques européennes d'épargne, les fameuses *Savings and Loan Associations*, chargées du financement du logement, qui ont été les plus touchées. Elles emploient en effet leurs ressources en faisant des prêts hypothécaires à trente ans à taux fixe, ressources qu'elles se procurent pour une bonne part à des conditions proches de celles du marché monétaire. Elles ont de ce fait subi une crise de rentabilité et de liquidité.

● Analyse financière a publié un très intéressant article de Bruno Solnik et Gérard Sève (4) : « La diversification apportée dans un portefeuille obligataire français par les obligations indexées » (5). Les auteurs rappellent l'importance de la capitalisation boursière française : 897 milliards de francs pour les obligations et 248 milliards de francs pour les actions en 1980, contre seulement 119 et 121 milliards respectivement en 1970. Les obligations indexées représentent à peu près 20 % de la capitalisation des obligations. Les auteurs ont calculé le taux de rentabilité (coupon + plus-value) d'un placement obligataire : 5,5 % en moyenne annuelle de 1970 à 1980. Ils estiment que le risque encouru par un portefeuille obligataire n'est

pas négligeable puisque il y avait, en 1980, une chance sur trois d'enregistrer un gain ou une perte en capital supérieure à 14 % de la valeur du

portefeuille. Par comparaison, les placements en actions se sont montrés un peu plus rémunérateurs, mais beaucoup plus risqués.

Capacités de production

L'analyse du comportement des obligations indexées en France pas d'intérêt, dans ce contexte. Les obligations indexées les plus importantes sont le Pinay 1982 modifié en 1975 4,5 % indexé sur le prix du pétrole, le Glacé 1978 % indexé sur le litige d'or fin d'un kilo et l'emprunt de la Caisse nationale de l'énergie (C.N.E.) 8 % indexé sur la production française d'énergie. La rentabilité annuelle moyenne de ces trois titres a été très importante : 26,4 % pour le C.N.E. 3 %, 38,3 % pour le Glacé et 39,5 % pour le Pinay.

Toutefois les risques ont été beaucoup plus élevés pour les obligations indexées que pour les obligations ordinaires : 3,4 fois plus pour le C.N.E., 4,9 fois plus pour le Glacé et 5,4 fois plus pour le Pinay. Enfin, la diversification apportée par les obligations indexées a un effet important : l'inclusion dans un portefeuille obligataire classique d'obligations indexées aurait permis d'augmenter très sensiblement le rendement, sans que le risque varie dans les mêmes proportions.

● C'est par une question très différente que nous terminons cette revue. Dans *Économie et Statistique*, Martine Poly et Hans Gresh ont publié un article qui traite de la mesure des capacités de production industrielle institutionnelles (6). Le trait le plus frappant dans l'analyse de l'utilisation des capacités de production est la très grande diversité entre les secteurs. En moyenne sur la période 1969-1981 la marge de production est avec excédent, c'est-à-dire l'augmentation de production possible avec les équipements existants, mais en enchaussant éventuellement, elle est de 14,8 % dans l'ensem-

ble de l'industrie, mais de 21,5 % dans le secteur des biens d'équipement, 18,5 % dans le secteur des biens de consommation et 17,6 % dans le secteur des biens intermédiaires.

D'une analyse plus fine en seize secteurs il résulte qu'en général les marges de production inutilisées sont d'autant plus faibles que les secteurs sont fortement capitalistes, ce qui confirme l'intuition selon laquelle plus les industries utilisent d'équipements, plus elles ont une gestion rigoureuse dans ce domaine. De l'analyse des enquêtes de reconstructions aux entreprises, il résulte que les grandes entreprises utilisent mieux leurs équipements que les petites : la marge inutilisée est en moyenne de 15,1 % pour les grandes entreprises, mais de 24,8 % pour les petites, la taille étant définie par le nombre de salariés.

(1) François Vellas : « Pays intermédiaire, nouveau pays industriel et la spécialisation internationale », *Revue économique*, vol. 29, n° 3, 1981.

(2) Catherine Huguel : « Les échanges technologiques mondiaux », *Revue Banque*, vol. 23, n° 3, 1981.

(3) Banque des règlements internationaux : « Les investissements directs et le développement », *Revue Banque*, vol. 23, n° 3, 1981.

(4) Bruno Solnik et Gérard Sève : « La diversification apportée dans un portefeuille obligataire français par les obligations indexées », *Revue Banque*, vol. 23, n° 3, 1981.

(5) Martine Poly et Hans Gresh : « Les capacités de production industrielle », *Revue Banque*, vol. 23, n° 3, 1981.

(6) Martine Poly et Hans Gresh : « Les capacités de production industrielle », *Revue Banque*, vol. 23, n° 3, 1981.

Faire tout ce que chaque homme est capable de faire
To do everything that every man is capable of doing
est une prouesse technique

La technique est la prouesse de l'homme. Elle est le fruit de son intelligence, de son imagination, de son courage. Elle est le moyen de vaincre les obstacles, de surmonter les difficultés, de créer un monde meilleur. Elle est la base de notre civilisation, de notre progrès, de notre avenir.

Participez à la Journée d'Études ISSEC

DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE

GESTION D'UN PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS NOUVELLES

animée par quelques-uns des meilleurs experts nationaux et internationaux

20 NOVEMBRE 1981
PALAIS DES CONGRÈS

ISSEC (Groupe ESSEC)
INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES
Bâtiment des Sciences Économiques
35, boulevard de Sébastopol - 75001 PARIS
Tél. 233-21-88

OFFRES D'EMPLOI		ANNONCES ENCAISSÉES	
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	DEMANDES D'EMPLOI	40,00
IMMOBILIER	21,00	IMMOBILIER	12,00
AUTOMOBILES	46,00	AUTOMOBILES	11,00
AGENDA	48,00	AGENDA	31,00
PROP. COMM. CAPITALUX	140,00		38,46

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

PARIS
CHEF DU SERVICE
ETUDES FINANCIERES ET FISCALES

Ce groupe international de l'industrie pharmaceutique est implanté en FRANCE avec des structures industrielles et commerciales judicieusement indépendantes, mais économiquement liées.

Au sein de la direction financière du groupe qui contrôle, consolide et conseille les sociétés, le titulaire du poste sera responsable d'un service chargé des études fiscales et du suivi de la fiscalité quotidienne, mais aussi cette responsabilité de supervision, sa fonction essentielle consistera à prendre en charge personnellement l'analyse financière et les études prévisionnelles de rentabilité pour l'ensemble des sociétés du groupe. Ceci implique les liaisons permanentes avec toutes les directions opérationnelles et fonctionnelles afin d'élaborer et d'analyser les documents financiers permettant de suivre les probabilités prévisionnelles et d'effectuer les synthèses.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur, HEC, ESSEC, ESCP, option finance, possédant une expérience significative (3 à 5 ans) des études et des analyses financières. Cette expérience a été acquise au sein d'un cabinet anglo-saxon et/ou en entreprise de dimension internationale.

Les perspectives et l'ouverture du poste, ainsi que les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité d'avant.

Pour informations complémentaires, écrivez sous référence M 6550 A à

EGOR S.A.
8 rue de Bern 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

amdhahl®
Une fonction différente dans un contexte passionnant

RESPONSABLES SYSTEMES

La haute performance technologique de ses grands systèmes, l'innovation permanente dans le service personnalisé permettent à AMDAHL de répondre à l'évolution des besoins de sa clientèle.

Intégrés à la direction technique, mais autonomes, nos ingénieurs systèmes ne sont pas des hommes de laboratoire, mais la véritable interface constructeur/utilisateur. Ils sont responsables de l'assistance clientèle, et par leurs actions, ils développent l'image de marque de la société.

Si vous préférez les synthèses d'exploitation comptable amdhahl (MVS, VM, VSL, SVS), si vous êtes intéressés par une formation complémentaire, si vous avez notre tempérament et notre notion du service, vous pourrez progresser avec notre équipe.

Pour toute information complémentaire, écrivez sous réf. M 7546A ou téléphonez (359 13.82) à notre Conseil Didier PROU à qui nous avons confié cette recherche et qui vous assurera toute confidentialité.

EGOR S.A.
8 rue de Bern 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

Banlieue Ouest
CHARGE D'ETUDES MARKETING

Cette société, filiale d'un groupe international de la pétrochimie, banque et commerciale des laboratoires pour l'automobile et l'industrie. Elle crée un poste de jeune responsable d'études marketing.

Il a pour mission de recueillir les éléments intéressant les différents marchés actuels ou futurs de l'entreprise, d'en faire l'analyse et de proposer des actions concrètes en terme de produits ou d'approche de marchés.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial, justifiant d'une expérience d'un ou deux ans au sein d'un département marketing. Il est motivé par la multiplicité des circuits de distribution touchés par l'entreprise.

La maîtrise de l'anglais est indispensable. Pour recevoir informations complémentaires, écrivez sous référence M 11475 B.

EGOR S.A.
8 rue de Bern 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

MOORE PARAGON

Leader Européen de l'imprimé de Gestion

recherche pour son Siège Social à BOULOGNE

UN CHARGE D'ETUDE PRIX

Au sein d'une équipe commerciale, il se verra confier l'évaluation des prix de revient et de vente, des demandes spécifiques de notre clientèle, la transmission des cotations à la force de vente et le suivi des résultats.

Idealement ce poste conviendrait à un candidat Bac + 2 ayant une première expérience réussie de gestion industrielle ou commerciale, et souhaitant une ouverture motivante susceptible d'évoluer vers une position d'encadrement.

8 h 5 x 13 h - Intéressement au bénéfice. 5 semaines de congés payés.

Adresser C.V., photo et prétentions à **MOORE PARAGON**
Développement de l'Enseignement
22-24, rue de Sévres 92102 BOULOGNE.

LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'Ingénierie Internationale, plus de 3.000 INGENIEURS/TECHNICIENS 80 % du C.A. à l'Exportation, des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants: MINES-PETROLE PETROCHIMIE-ENGRAIS-CHIMIE-OFF-SHORE-CENTRALES.

SOFRESID recherche dans le cadre du développement de son département structures métalliques.

Ingénieur développement informatique
pour lui confier la réalisation de programmes d'analyse de structures. Sa formation ou son expérience l'auront familiarisé aux problèmes de résistance des matériaux ainsi qu'à l'étude de structures. réf. 521 A

Ingénieur conception et calcul
possédant une forte expérience en études de charpentes métalliques et/ou de structures off-shore. réf. 521 B

Ingénieur expérimenté en mécanique des sols réf. 521 C

Ingénieurs de suivi d'affaires
expérimentés en off-shore et charpente traditionnelle pour assurer la coordination technique et le suivi des contrats. réf. 521 D

Ingénieur confirmé en soudure et métallurgie
pour participer à la conception de structures et rédiger les spécifications techniques de fabrication et de contrôle. réf. 521 E

Tous ces postes nécessitent une bonne connaissance de la langue anglaise. Merci d'adresser vos dossiers de candidatures complets sous référence correspondante à : B. MAZIERES Direction du Personnel
SOFRESID 59, rue de la République
93108 MONTREUIL Cedex
Vos candidatures seront traitées confidentiellement.

SOFRESID

IMPORTANTE SOCIETE MATERIEL ELECTRONICANIQUE BANLIEUE NORD (Métro)

recherche

technicien labo de recherches

AVANT BTS ou IUT ELECTROTECHNIQUE

2 agents technico-commerciaux

Connaissant l'anglais.

Formé(e) ELECTROTECHNICIEN - BP - BT

Niveau BTS

Envoyer C.V. détaillé sous No 14547
CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01

VIVRE SES EXIGENCES... HEC, ESSEC, ESCP

Cette annonce, parue dans le journal le 26 Octobre, nous la réitérons 9293 M, à l'assemblé de très nombreuses réponses.

L'expérience et le savoir de notre Client apporte à cette sélection l'impulsion de la part des candidats nous ayant adressé leurs données, une certaine persévérance... Nous les remercions vivement!

nos carrières - 45, rue Saint Ferdinand
75017 PARIS

ENTREPRISE « COSMETIQUES »
filiale d'un Groupe International

CADRE DE PRODUCTION 100.000 F.

Niveau BTS

- Formation biochimie et cosmétique
- Aptitudes éprouvées d'animation d'une équipe
- Homme et sens de l'organisation
- Disponible rapidement. Sud-Est de Paris.

Envoyer C.V. + photo, référence 6118, à **CADRES INFORMATION** 348, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris.

cadres ETUDES DE PRIX
B.T.P.

«Services études»

IMPORTANTE ENTREPRISE B.T.P. fortement implantée à l'Etranger souhaite renforcer les «SERVICES ETUDES» de son Siège Social et recherche :

- UN CADRE ETUDES DE PRIX CORPS D'ETAT SECONDAIRE
Anglais souhaité.
- UN CADRE ETUDES DE PRIX CORPS D'ETAT TECHNIQUE
Anglais et connaissances des normes anglo-saxonnes indispensables.
- PLUSIEURS CADRES ETUDES DE PRIX GROS OEUVRES BATIMENT
Niveau Ingénieur souhaité.

Adresser C.V., photo, rémunérations actuelles et souhaitées sous référence 14288 à

CONTEXTE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANT ETABLISSEMENT BANCAIRE

recrute

pour son service de médecine du travail à Paris

MÉDECIN PLEIN TEMPS

- Titulaire du CES.
- Des compétences en radiologie seront appréciées.

Envoyer C.V. sous référence 905 M à : BLEU Publicité - 17 rue du Dr Lebel 93400 VINCENNES

important groupe pétrolier

recherche pour son

Département Administration du Personnel

le RESPONSABLE du SERVICE PAYE

Cadre confirmé, il devra assurer la mise en œuvre de la paye dans le cadre d'un projet informatique en cours de réalisation. Son évolution de carrière pourra se poursuivre dans la Fonction Personnel au sein du Groupe, en France ou à l'étranger.

Il aura une formation supérieure en Droit et une expérience confirmée de la paye informatisée.

Envoyer lettre manuscrite + CV avec photo sous réf. 1 MO 90 à **CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.**

AETA
SOCIETE DE TELEMATIQUE

recherche pour son nouvel établissement en zone industrielle de VELIZY et pour ses différents départements d'études électroniques

INGENIEURS CONFIRMES
(2 ans d'expérience minimum)

Pour le développement de matériels et de systèmes:

- Télécommunications, transmissions numériques
- FSK et bande de base, transmetteurs automatiques sur réseau commuté
- Automatismes : développement de matériels de Télécommandes et Télémétries à microprocesseurs.
- Logiciel de microprocesseurs (8048, 8085, 8802, 8086).

Adresser C.V. à AETA-1, rue de Verdun 92140 CLAMART.

Nous recherchons, pour le service informatique d'un important organisme du tertiaire situé à Paris dans le Quartier Latin, équipé d'une grosse configuration IBM, un :

INFORMATICIEN DEBUTANT

Nous vous proposons de commencer votre carrière comme INGENIEUR-SYSTEME (une des professions où les perspectives de carrière sont les plus spectaculaires). Nous vous assurons la FORMATION COMPLETE. 0 INGENIEUR-SYSTEME CHEZ IBM.

Vous serez intégré progressivement à l'équipe système.

Si vous avez une des formations suivantes :

- Mathématiques de niveau cycle en informatique.
- Diplôme d'ingénieur avec option informatique.
- Expert en traitement de l'information.

Appelons-nous au 74.22.11 sous réf. CG 31N ou adressez votre C.V. à **ESS INFORMATIQUE** 12 rue de la Paix 75002 PARIS

مكذون الأصل

	Ligne 1	Ligne 12
OFFRES D'EMPLOI	71,00	85,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	Ligne 1	Ligne 12
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,48
IMMOBILIER	31,00	36,48
AUTOMOBILES	31,00	36,48
AGENDA	31,00	36,48

*Dégressifs selon surface ou nombre de personnes

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LES ASSURANCES DU GROUPE DROUOT

2.000 salariés et 1.650 agents généraux, expansion 1981 + 21% contre 13% pour la profession recherche dans le cadre de son NOUVEAU PLAN INFORMATIQUE A CINQ ANS

DES CHEFS DE PROJET CONFIRMES

ayant développé des applications dans un environnement D.B./D.C.

Votre profil : Ingénieur de formation, l'expérience assurances / IMS sera un atout supplémentaire.

Notre informatique : deux IBM 3033 sous MVS et IMS réseau téléprocessing de 300 terminaux.

Claude BERGES - Chargé de Recrutement - attend vos candidatures.

Adressez - lui sous réf. 015 vos lettres manuscrites, C.V. détaillé et rémunération actuelle - 1, place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI - Tél. 958.62.14 Poste 3533.



JEUNES DIPLOMÉS. FAITES UNE PERCÉE SUR LE MARCHÉ DU BRICOLAGE. IL EST EN PLEINE EXPANSION.

Leroy-Merlin, déjà 33 magasins de bricolage et de nouvelles implantations prévues dans toute la France.

Nous proposons un emploi à des jeunes possédant une formation supérieure, un sens concret développé et du goût pour les produits de bricolage.

En vous joignant progressivement des responsabilités, nous vous formons.

à la conduite des hommes.

à la gestion d'une unité.

au métier de la distribution.

Après réussite de cette formation, nous vous confierons la responsabilité d'un magasin ou d'un poste au siège.

Envoyer votre CV détaillé, photo, préférences à Leroy-Merlin - Direction des Affaires sociales - 401 route nationale 522740 Nouzilles-Mines à l'attention de Jean-Marc DAUBIGNY pour les régions Rhône-Alpes, Sud-Est et Nord-Pas-de-Calais, et Yves ELONDCE pour la région parisienne, Ouest, Sud-Ouest et Normandie.



ISOPIPE Futur directeur d'usine à Sedan

Au 1er rang français et parmi les premiers européens, nous sommes des spécialistes du revêtement anticorrosion de tubes d'acier destinés à la construction de pipelines. Nos deux usines, à Sedan et Dunkerque, sont équipées de chaînes de revêtement de grande capacité. Notre développement nous amène à créer le poste d'adjoint du directeur de l'usine de Sedan, dont l'effectif varie de 100 à 500 personnes.

Dans un premier temps, il sera responsable de l'organisation de la production et du stockage, de l'entretien des matériels, de l'approvisionnement et de la sécurité. Il évoluera d'ici deux à trois ans vers la direction complète de l'usine, avec des responsabilités commerciales et de gestion.

Ce poste nécessite de bonnes connaissances en mécanique et électricité, sanctionnées ou non par un diplôme d'ingénieur, une forte motivation pour l'organisation et la conduite des hommes. Le candidat idéal aura environ 35 ans et une expérience acquise en usine ou sur des chantiers. Sa capacité à assumer rapidement des responsabilités commerciales et de gestion sera déterminante. Anglais indispensables.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous référence 4373M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Responsable organisation et informatique

Supélec, Mines, H.E.C., E.S.S.E.C. ...

C'est le poste d'avenir que vous propose le titulaire de distribution grand public d'un grand groupe industriel français. Organisateur et informaticien, vous maîtriserez l'ensemble du plan informatique d'une société de 600 personnes. Vous serez membre du département des études informatiques du groupe et vous aurez en contact permanent avec les gestionnaires de tous niveaux de votre société.

Vous disposez du moyen important (plan informatique réparti, accès au centre IBM du traitement, 70 professionnels de l'informatique du groupe. Cela pour mettre en œuvre depuis le cahier des charges jusqu'au bilan de fin d'études, les fonctions du plan d'information de votre société.

Votre rémunération tiendra compte de votre double expérience d'organisateur et d'informaticien (3 à 4 ans environ) dans le cadre de responsabilités de projets.

La réussite dans la fonction proposée vous permettra d'entrer dans un délai d'environ 4 ans dans l'équipe de direction opérationnelle d'une des sociétés du groupe.



Adressez lettre man., CV détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73575M ou tél. au 820 82 65 à Mme CLERE, Tour Chanoineaux, 204, Rond Point du Port de Sévres 92516 BOULOGNE Cedex.

Pour développer d'importants projets d'informatique distribuée IBM 4341 - DOS/VSE CICS/PL1 CII-HB MINI 8

Service Informatique

Quartier OPERA, recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Formation supérieure 1 à 2 ans d'expérience en déburrant. Souhaitant s'intégrer dans des équipes de développement de 5 à 6 personnes.

Adressez C.V. et préférences à M. D. REGAZZACCI, 3, rue Taubout - 75008 PARIS

Important cabinet AUDIT et COMMISSARIAT aux COMPTES

RECHERCHE

ASSISTANTS CONFIRMES

- Formation : Enseignement supérieur de gestion + D.E.C.S. complet.
- Expérience : 2 ans minimum dans un cabinet d'audit et d'expertise comptable. Anglais souhaitable.

Il est offert de larges possibilités de promotion ainsi qu'une rémunération motivante pour les candidats à fort potentiel.

Envoyer C.V. et photo à M. CARRE, 28, bd Malesherbes, 75009 Paris, qui transmettra.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES Débutants non formés à l'informatique.

Ils suivront une session de formation à partir du 11 janvier 1982. Une première affectation au sein d'équipes entraînées, en relation avec les clients, leur permettra de participer rapidement à des projets diversifiés.

La progression régulière des sociétés du groupe I.E. leur assurera de nombreuses possibilités d'évolution vers des responsabilités de conduite de projets ou de Conseil de Direction.



Candidature et CV sont à adresser sous réf. 457-IM à INFORMATIQUE ET ENTREPRISE 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS. Membre de Syntec Informatique.

CHARGÉ(E) DE PRODUITS

de formation supérieure commerciale (ESCAE...)

Nous demandons 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine des biens de consommation. La connaissance du circuit pharmaceutique sera un atout, mais n'est pas indispensable. Le candidat devra être créatif, dynamique, apte à convaincre.

Le poste est basé à Paris Sème. Il faut prévoir des déplacements fréquents, mais de courte durée.

La rémunération sera liée aux compétences et évoluera en fonction des résultats obtenus par son action personnelle.

Adressez lettre manuscrite, c.v., photo et préférences sous référence 8365 à AXIAL Publicité, 27, rue Taubout 75008 Paris, qui transmettra.

INSTRUMENTS SA DIVISION RIBER Groupe Creusot-Loire

Spécialiste mondial dans la conception et la réalisation d'instruments d'analyse et d'élaboration de matériaux faisant appel à des technologies avancées.

Notre service de recherche et de développement a un programme d'étude ambitieux.

L'équipe qui le compose choisira elle-même

L'INGÉNIEUR PHYSICIEN qui viendra la renforcer

Il aura d'abord pour mission de faire connaissance avec notre métier en participant au montage, contrôle, essais, et mise au point de nos systèmes.

Il participera ensuite à l'étude et à la réalisation des projets qui lui seront confiés, particulièrement dans le domaine de la Croissance Epitaxiale.

Ce poste peut convenir à un débutant. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Envoyer C.V., photo et préférences 22 bis, Boulevard de l'Hôpital Steit - 92500 RUEIL-MALMAISON

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE PRODUITS PÉTROLIERS

recherche

CADRE COMMERCIAL

- Diplômé de l'enseignement supérieur commercial.

- 2/3 ans expérience professionnelle.

Le candidat retenu sera appelé, après une nécessaire période de formation, à entreprendre des études de marché et à élaborer des méthodes de vente et de promotion pour des produits intéressants la grande public.

Le poste est créé à Paris. Il comportera des déplacements fréquents et des contacts nombreux sur le terrain.

L'évolution du poste entraînera affectation et résidence dans des directions régionales de province.

Ecrire avec C.V., préférences et photo sous réf. 27729 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Leloir, 94300 VINCENNES

GROUPE D'ASSURANCES DE 1er PLAN souhaite accueillir un ingénieur X, Centrale, Mines... pour occuper après formation un poste d'inspecteur international

Intervenant auprès des délégations, filiales et représentations du Groupe à l'étranger, il sera chargé : de l'étude et du contrôle des politiques et des procédures de souscription de l'étude d'opportunité de nouvelles activités de la coordination au niveau international sur les plans techniques.

Pour ce poste basé à PARIS nécessitant de nombreux déplacements, nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur grande école ayant une formation complète en gestion (type INSA) et/ou une première expérience des contacts à haut niveau si possible dans le même secteur d'activités.

Rémunération motivante ainsi que de larges perspectives d'évolution de carrière tant en France qu'à l'étranger sont liées à ce poste, pour tout candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée sous no 14420 à



CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

STE SPÉCIALISÉE EN MATÉRIELS ÉLECTRIQUES

C.A. 120 Millions de Francs recherche

TECHNICO - COMMERCIAL

- Rattaché à son bureau de Paris

- Formation de base, mécanicien, O.U.T. ou BTS mini-mum.

- Solides connaissances en électricité, ainsi qu'une expérience technique ou commerciale de quelques années en milieu, câbles électriques ou téléphoniques, sont indispensables.

- Ce collaborateur viendra appuyer techniquement le réseau des ventes d'accroissement pour câbles à la clientèle (E.D.F., P.T.T., Installateurs, etc.).

- Homme de terrain avec tout, d'incorruptibles qualités sur le plan des contacts humains, ainsi qu'une grande disponibilité sont requis.

Salaire annuel de début 90.000 F. Commission de la ligne sollicitée en plus.

Ecrire avec C.V. et photo : sous no 3041 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

مكتبة من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Degremont

Leader Mondial du traitement des eaux
recherche pour ses départements
développement - exécution

**DES INGENIEURS
HYDRAULICIENS**

Ayant de bonnes connaissances en génie chimique.

Débutants ou ayant quelques années d'expérience, bonne connaissance de l'anglais appréciée.

Adressez C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 433/365
AU DEPARTEMENT RELATIONS
DU TRAVAIL
183 avenue du 18 Juin 1940
92500 RUEIL-MALMAISON

P.M.E. EN PLEINE EXPANSION

recrute pour les former

2 DÉBUTANTS

Diplômés des O.M.
Anglais écrits - 2 langues apprises.
Bonne présentation.
Qualité : dynamisme, disponibilité, goût du travail en équipe.

Écrire avec C.V. + photo
sous réf. T 030175 M, à REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Edouard, 75003 Paris.



**Des postes - dès
pour de grandes
réalisations!**

Forme de recatou de Brest (en participation)

Une approche « industrielle », le tanage des objectifs, des techniques solidement maîtrisées, ont permis au groupe **FOUGEROLLE** d'occuper l'une des toutes premières places sur le marché des Travaux Publics et du Bâtiment.

Parce que la qualité de nos services passe d'abord par la qualité de nos collaborateurs, nous recrutons des hommes performants pour de grands chantiers métropolitains.

Directeurs de travaux

Ingenieurs Grande Ecole ou équivalent, ayant 5 années d'expérience minimum dans une ou plusieurs des spécialités suivantes : O.A., béton industriel, travaux souterrains, centrales nucléaires, travaux fluviaux et maritimes... (réf. FO 96 M).

Responsables méthodes d'exécution

Ingenieurs Grande Ecole (Arts et Métiers, Travaux Publics...) vous serez chargés de l'établissement et du suivi des programmes d'exécution, de la préparation de chantiers, de la mise au point des méthodes d'exécution et du suivi des rendements. Vous avez une expérience de plusieurs années dans un poste similaire, sur de gros chantiers de béton industriel (usines, aéroports, barrages...) (réf. FO 97 M).

Chargés d'affaires

Ingenieurs (Grande Ecole ou équivalent), vous avez une expérience de plusieurs années sur des chantiers de génie civil. Basés à notre siège de Velizy, vous serez chargés d'effectuer la liaison avec nos chantiers (réf. FO 98 M).

Cadres administratifs et comptables de chantier

(BTS ou équivalent), chargés de la gestion des contrats, du suivi de la comptabilité de chantier, de la gestion du personnel.

Vous avez une expérience solide en matière de gestion de chantier (comptabilité analytique, facturation, révision de prix, comptes provisoires, paie). (réf. FO 99 M).

Agents administratifs et comptables de chantier

2^e ou 3^e échelon - plusieurs années d'expérience exigées. (réf. FO 100 M).

Si vous êtes des hommes d'initiative, rigoureux et disponibles, nous vous offrons une rémunération à la hauteur de vos compétences.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) en précisant la référence correspondante à **FOUGEROLLE** - Jean-Claude CHARBIN - 3, avenue Morgne-Saulnier - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

FOUGEROLLE



FORD ATTAQUE

Assistant Direction Régionale

Assistant dans l'une des Directions Régionales, vous gerez l'administration des ventes (analyse des commandes, centralisation des résultats de ventes, suivi des campagnes de publicité et des concours...) et surtout vous apprendrez à connaître "les problèmes de terrain".

L'homme :
Vous êtes diplômé HEC, ESSEC, ESCP, ESC...
Vous maîtrisez l'anglais.
Salaire : jusqu'à 110.000 F.

Conseiller de Gestion

Conseiller de gestion, vous aidez notre réseau de concessionnaires indépendants à mettre en place les systèmes comptables et de gestion préconisés par Ford et participez à des études financières en liaison avec les différents services commerciaux.

L'homme :
Vous êtes diplômé HEC, ESSEC, ESCP, ESC, (Option gestion).
Vous êtes débutant ou vous avez une première expérience professionnelle similaire.
Vous maîtrisez l'anglais.
Salaire : jusqu'à 120.000 F + voiture de fonction.

Après cette première expérience, soit comme Assistant soit comme Conseiller de gestion, nous vous proposerons à terme de prendre en charge l'animation commerciale d'une région et d'évoluer vers des responsabilités d'encadrement.

Dans tous les cas, vos résultats détermineront la rapidité de votre évolution tant en France qu'à l'étranger.

Écrire à **FORD FRANCE S.A.** Département du Recrutement, Réf. B. AUBRY
344, avenue Napoléon-Bonaparte - 92506 RUEIL-MALMAISON Cedex

Important groupe bancaire

à vocation coopérative
recherche un

Gérant de portefeuilles

Il se verra confier rapidement la responsabilité de plusieurs portefeuilles importants. Il participera par ailleurs à l'animation et au développement commercial du service.

Agé de 35 ans minimum, il justifiera d'au moins 5 années d'expérience dans la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières (françaises et étrangères).
Lieu de travail : Paris 2^e.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 1824 à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra
(réponse et discrétion assurées)

Société de distribution d'importance nationale recherche pour renforcer son équipe développement, un

Négociateur foncier

Il sera chargé :
- de la recherche et de la négociation de terrains en vue d'implanter des futurs magasins,
- du suivi et de la coordination administrative et financière de ses projets.

Vous êtes :
- habilité et intéressé par un travail en équipe,
- optimiste, tenace et disponible.

Vous possédez une formation commerciale (ESG, EDHEC, Sciences Po), si possible une expérience de la négociation foncière, et envisagez la possibilité de déplacements fréquents sur tout le territoire français.
Résidence Paris ou Nord de la France.

Votre candidature (C.V., photo et prétentions) sera traitée avec la plus grande discrétion. Indiquer sur l'enveloppe la réf. 1512 LM à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra
(réponse et discrétion assurées)

**PROFESSIONNELS
DE L'INFORMATIQUE HF**

Vous êtes un jeune professionnel de l'informatique et vous avez une formation supérieure (maîtrise, DUT ou équivalent), une expérience de 2 à 3 ans en informatique de gestion, une bonne pratique de COBOL et/ou ASSEMBLEUR sous DOS.
Vous êtes personnellement convaincu que les méthodes traditionnelles de formation ont évolué et que l'avenir appartient à des formules individualisées du type de l'enseignement assisté par ordinateur (système PLATO).

**fonction de formateur
dans son département Education**

Les postulants auront pour mission :
- l'animation de cours (initiation à l'informatique, langages BASIC, ASSEMBLEUR, GAP, COBOL et concepts de base de la gestion),
- l'animation de séminaires,
- le développement de nouveaux cours multimedia pour l'enseignement individualisé assisté par ordinateur.

SYSTÈME PLATO

Adressez C.V. à **CONTROL DATA**, Service Recrutement, 195, rue de Berck 75582 PARIS CEDEX 12.



**UNE GAMME COMPLÈTE DE
SYSTÈMES ET DE SERVICES INFORMATIQUES**

SOCIÉTÉ DE CONSEIL

recherche, urgent

UN FORMATEUR

120.000 F +

Réf. 7468

- 2 ans d'expérience en conseil ou en entreprise,
- pour conception et animation stages formation.

**UN CONSEIL
DE DIRECTION**

180.000 F +

Réf. 7469

- 5 ans d'expérience minimum en entreprise et/ou en conseil,
- de formation supérieure, il aura pour mission de développer une clientèle existante dans les domaines des relations humaines (formation, recrutement, rémunération).

Nous vous remercions d'adresser vos données de candidature (en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi) à **PLAIN CHAMPS**, 5, r. de Heider, 75009 Paris.

ADMINISTRATION recherche pour PARIS

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Grande école scientifique (E.S.E., E.N.S.T., E.N.S.I., ...)

Débutant ou quelques années d'expérience en télécommunications, chargé d'assurer au sein du ministère de la défense, la coordination des programmes télécommunication.

Adressez C.V. manuscrit et prétentions au Service Central des Télécommunications et de l'Informatique, Bureau du Personnel, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris-Arrière.



INGENIEURS INFORMATIENS

SUP-ELEC, ENSIMAG, ENSEIHT, IIE, ISEN, ...

Vous débutez ou possédez une première expérience. Vous souhaitez développer votre expérience dans un environnement technique très évolué (IBM, TRANSFAC SNA, IMS-CICS, MVS) et participer au développement d'une activité en pleine expansion.

Les postes que nous créons

- INGENIEURS SYSTEME,
- INGENIEURS DEVELOPPEMENT (PROGiciels TECHNIQUES)

doivent permettre à vos compétences de s'exprimer et offrent de réelles perspectives d'évolution, celles propres à un grand Groupe.

Adressez votre candidature à **SPI - Service des Affaires Sociales**

98, boulevard Victor-Hugo - 92115 Clichy


PECHINEY UGINE KUHLMANN

[illegible]

« Il faut absolument opérer une véritable mutation historique de l'école »

formation des jeunes et des adultes, mais lui-même n souvent revêtu de contenus très discutables. C

The diagram shows a top-down view of the experimental setup. A subject is seated at a table, looking at a video screen. A camera is positioned above the screen. A horizontal line is drawn on the screen, representing the horizontal plane. A vertical line is drawn on the screen, representing the vertical plane. The subject's hand is positioned at the intersection of these lines. The screen is labeled 'Video screen' and the camera is labeled 'Camera'.



1. L'Etat a le droit de réglementer l'usage des terres et des ressources naturelles, y compris la forêt, pour assurer la conservation de l'environnement et le bien-être de la population.

1. Le rôle de la femme
 2. Le rôle de la femme
 3. Le rôle de la femme
 4. Le rôle de la femme
 5. Le rôle de la femme
 6. Le rôle de la femme
 7. Le rôle de la femme
 8. Le rôle de la femme
 9. Le rôle de la femme
 10. Le rôle de la femme
 11. Le rôle de la femme
 12. Le rôle de la femme
 13. Le rôle de la femme
 14. Le rôle de la femme
 15. Le rôle de la femme
 16. Le rôle de la femme
 17. Le rôle de la femme
 18. Le rôle de la femme
 19. Le rôle de la femme
 20. Le rôle de la femme
 21. Le rôle de la femme
 22. Le rôle de la femme
 23. Le rôle de la femme
 24. Le rôle de la femme
 25. Le rôle de la femme
 26. Le rôle de la femme
 27. Le rôle de la femme
 28. Le rôle de la femme
 29. Le rôle de la femme
 30. Le rôle de la femme
 31. Le rôle de la femme
 32. Le rôle de la femme
 33. Le rôle de la femme
 34. Le rôle de la femme
 35. Le rôle de la femme
 36. Le rôle de la femme
 37. Le rôle de la femme
 38. Le rôle de la femme
 39. Le rôle de la femme
 40. Le rôle de la femme
 41. Le rôle de la femme
 42. Le rôle de la femme
 43. Le rôle de la femme
 44. Le rôle de la femme
 45. Le rôle de la femme
 46. Le rôle de la femme
 47. Le rôle de la femme
 48. Le rôle de la femme
 49. Le rôle de la femme
 50. Le rôle de la femme
 51. Le rôle de la femme
 52. Le rôle de la femme
 53. Le rôle de la femme
 54. Le rôle de la femme
 55. Le rôle de la femme
 56. Le rôle de la femme
 57. Le rôle de la femme
 58. Le rôle de la femme
 59. Le rôle de la femme
 60. Le rôle de la femme
 61. Le rôle de la femme
 62. Le rôle de la femme
 63. Le rôle de la femme
 64. Le rôle de la femme
 65. Le rôle de la femme
 66. Le rôle de la femme
 67. Le rôle de la femme
 68. Le rôle de la femme
 69. Le rôle de la femme
 70. Le rôle de la femme
 71. Le rôle de la femme
 72. Le rôle de la femme
 73. Le rôle de la femme
 74. Le rôle de la femme
 75. Le rôle de la femme
 76. Le rôle de la femme
 77. Le rôle de la femme
 78. Le rôle de la femme
 79. Le rôle de la femme
 80. Le rôle de la femme
 81. Le rôle de la femme
 82. Le rôle de la femme
 83. Le rôle de la femme
 84. Le rôle de la femme
 85. Le rôle de la femme
 86. Le rôle de la femme
 87. Le rôle de la femme
 88. Le rôle de la femme
 89. Le rôle de la femme
 90. Le rôle de la femme
 91. Le rôle de la femme
 92. Le rôle de la femme
 93. Le rôle de la femme
 94. Le rôle de la femme
 95. Le rôle de la femme
 96. Le rôle de la femme
 97. Le rôle de la femme
 98. Le rôle de la femme
 99. Le rôle de la femme
 100. Le rôle de la femme

est un document et de
quelques observations
sur la façon de servir
de la cuisine. Il a
été écrit en 1900 par
un chef de cuisine avec
un certain nombre de
autres chefs de cuisine
et de cuisine de France,
et de cuisine de France.

...the
... ..
... ..

... les renseignements
... les renseignements
... les renseignements
... les renseignements
... les renseignements

L'Espresso

[illegible]

50 من الألف

(Politistes)

PREFECTURE DE L'ISERE

AVIS

Le Préfet de l'Isère communique :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par la Compagnie Générale d'Electricité, en vue de la déclaration d'utilité publique des modifications des lignes aériennes à 600 kV aux abords du pont de la Vierge.

Conformément au décret n° 7141 du 12 octobre 1971, le dossier est présenté devant le Comité départemental d'Electricité, le 15 novembre 1972.

Enfin, deux mois à dater du 15 novembre 1981, les publics pourront en prendre connaissance, pour les motifs suivants :

- A la Préfecture de l'ISERE ;
- A la Sous-Préfecture de LAVAL-DE-VALENTIGNEY, les 11 h. et de 14 h. et à 15 h.
- A la Sous-Préfecture de LA TOUCHE-UD-PIN ;
- Le jour même, samedi, de 8 h. à 18 h.
- A la Mairie de LAVAL-DE-VALENTIGNEY, les 11 h. et de 14 h. et de 15 h. et de 16 h. et de 18 h. et de 19 h. et de 20 h. et de 21 h. et de 22 h. et de 23 h. et de 24 h. et de 25 h. et de 26 h. et de 27 h. et de 28 h. et de 29 h. et de 30 h. et de 31 h. et de 32 h. et de 33 h. et de 34 h. et de 35 h. et de 36 h. et de 37 h. et de 38 h. et de 39 h. et de 40 h. et de 41 h. et de 42 h. et de 43 h. et de 44 h. et de 45 h. et de 46 h. et de 47 h. et de 48 h. et de 49 h. et de 50 h. et de 51 h. et de 52 h. et de 53 h. et de 54 h. et de 55 h. et de 56 h. et de 57 h. et de 58 h. et de 59 h. et de 60 h. et de 61 h. et de 62 h. et de 63 h. et de 64 h. et de 65 h. et de 66 h. et de 67 h. et de 68 h. et de 69 h. et de 70 h. et de 71 h. et de 72 h. et de 73 h. et de 74 h. et de 75 h. et de 76 h. et de 77 h. et de 78 h. et de 79 h. et de 80 h. et de 81 h. et de 82 h. et de 83 h. et de 84 h. et de 85 h. et de 86 h. et de 87 h. et de 88 h. et de 89 h. et de 90 h. et de 91 h. et de 92 h. et de 93 h. et de 94 h. et de 95 h. et de 96 h. et de 97 h. et de 98 h. et de 99 h. et de 100 h. et de 101 h. et de 102 h. et de 103 h. et de 104 h. et de 105 h. et de 106 h. et de 107 h. et de 108 h. et de 109 h. et de 110 h. et de 111 h. et de 112 h. et de 113 h. et de 114 h. et de 115 h. et de 116 h. et de 117 h. et de 118 h. et de 119 h. et de 120 h. et de 121 h. et de 122 h. et de 123 h. et de 124 h. et de 125 h. et de 126 h. et de 127 h. et de 128 h. et de 129 h. et de 130 h. et de 131 h. et de 132 h. et de 133 h. et de 134 h. et de 135 h. et de 136 h. et de 137 h. et de 138 h. et de 139 h. et de 140 h. et de 141 h. et de 142 h. et de 143 h. et de 144 h. et de 145 h. et de 146 h. et de 147 h. et de 148 h. et de 149 h. et de 150 h. et de 151 h. et de 152 h. et de 153 h. et de 154 h. et de 155 h. et de 156 h. et de 157 h. et de 158 h. et de 159 h. et de 160 h. et de 161 h. et de 162 h. et de 163 h. et de 164 h. et de 165 h. et de 166 h. et de 167 h. et de 168 h. et de 169 h. et de 170 h. et de 171 h. et de 172 h. et de 173 h. et de 174 h. et de 175 h. et de 176 h. et de 177 h. et de 178 h. et de 179 h. et de 180 h. et de 181 h. et de 182 h. et de 183 h. et de 184 h. et de 185 h. et de 186 h. et de 187 h. et de 188 h. et de 189 h. et de 190 h. et de 191 h. et de 192 h. et de 193 h. et de 194 h. et de 195 h. et de 196 h. et de 197 h. et de 198 h. et de 199 h. et de 200 h. et de 201 h. et de 202 h. et de 203 h. et de 204 h. et de 205 h. et de 206 h. et de 207 h. et de 208 h. et de 209 h. et de 210 h. et de 211 h. et de 212 h. et de 213 h. et de 214 h. et de 215 h. et de 216 h. et de 217 h. et de 218 h. et de 219 h. et de 220 h. et de 221 h. et de 222 h. et de 223 h. et de 224 h. et de 225 h. et de 226 h. et de 227 h. et de 228 h. et de 229 h. et de 230 h. et de 231 h. et de 232 h. et de 233 h. et de 234 h. et de 235 h. et de 236 h. et de 237 h. et de 238 h. et de 239 h. et de 240 h. et de 241 h. et de 242 h. et de 243 h. et de 244 h. et de 245 h. et de 246 h. et de 247 h. et de 248 h. et de 249 h. et de 250 h. et de 251 h. et de 252 h. et de 253 h. et de 254 h. et de 255 h. et de 256 h. et de 257 h. et de 258 h. et de 259 h. et de 260 h. et de 261 h. et de 262 h. et de 263 h. et de 264 h. et de 265 h. et de 266 h. et de 267 h. et de 268 h. et de 269 h. et de 270 h. et de 271 h. et de 272 h. et de 273 h. et de 274 h. et de 275 h. et de 276 h. et de 277 h. et de 278 h. et de 279 h. et de 280 h. et de 281 h. et de 282 h. et de 283 h. et de 284 h. et de 285 h. et de 286 h. et de 287 h. et de 288 h. et de 289 h. et de 290 h. et de 291 h. et de 292 h. et de 293 h. et de 294 h. et de 295 h. et de 296 h. et de 297 h. et de 298 h. et de 299 h. et de 300 h. et de 301 h. et de 302 h. et de 303 h. et de 304 h. et de 305 h. et de 306 h. et de 307 h. et de 308 h. et de 309 h. et de 310 h. et de 311 h. et de 312 h. et de 313 h. et de 314 h. et de 315 h. et de 316 h. et de 317 h. et de 318 h. et de 319 h. et de 320 h. et de 321 h. et de 322 h. et de 323 h. et de 324 h. et de 325 h. et de 326 h. et de 327 h. et de 328 h. et de 329 h. et de 330 h. et de 331 h. et de 332 h. et de 333 h. et de 334 h. et de 335 h. et de 336 h. et de 337 h. et de 338 h. et de 339 h. et de 340 h. et de 341 h. et de 342 h. et de 343 h. et de 344 h. et de 345 h. et de 346 h. et de 347 h. et de 348 h. et de 349 h. et de 350 h. et de 351 h. et de 352 h. et de 353 h. et de 354 h. et de 355 h. et de 356 h. et de 357 h. et de 358 h. et de 359 h. et de 360 h. et de 361 h. et de 362 h. et de 363 h. et de 364 h. et de 365 h. et de 366 h. et de 367 h. et de 368 h. et de 369 h. et de 370 h. et de 371 h. et de 372 h. et de 373 h. et de 374 h. et de 375 h. et de 376 h. et de 377 h. et de 378 h. et de 379 h. et de 380 h. et de 381 h. et de 382 h. et de 383 h. et de 384 h. et de 385 h. et de 386 h. et de 387 h. et de 388 h. et de 389 h. et de 390 h. et de 391 h. et de 392 h. et de 393 h. et de 394 h. et de 395 h. et de 396 h. et de 397 h. et de 398 h. et de 399 h. et de 400 h. et de 401 h. et de 402 h. et de 403 h. et de 404 h. et de 405 h. et de 406 h. et de 407 h. et de 408 h. et de 409 h. et de 410 h. et de 411 h. et de 412 h. et de 413 h. et de 414 h. et de 415 h. et de 416 h. et de 417 h. et de 418 h. et de 419 h. et de 420 h. et de 421 h. et de 422 h. et de 423 h. et de 424 h. et de 425 h. et de 426 h. et de 427 h. et de 428 h. et de 429 h. et de 430 h. et de 431 h. et de 432 h. et de 433 h. et de 434 h. et de 435 h. et de 436 h. et de 437 h. et de 438 h. et de 439 h. et de 440 h. et de 441 h. et de 442 h. et de 443 h. et de 444 h. et de 445 h. et de 446 h. et de 447 h. et de 448 h. et de 449 h. et de 450 h. et de 451 h. et de 452 h. et de 453 h. et de 454 h. et de 455 h. et de 456 h. et de 457 h. et de 458 h. et de 459 h. et de 460 h. et de 461 h. et de 462 h. et de 463 h. et de 464 h. et de 465 h. et de 466 h. et de 467 h. et de 468 h. et de 469 h. et de 470 h. et de 471 h. et de 472 h. et de 473 h. et de 474 h. et de 475 h. et de 476 h. et de 477 h. et de 478 h. et de 479 h. et de 480 h. et de 481 h. et de 482 h. et de 483 h. et de 484 h. et de 485 h. et de 486 h. et de 487 h. et de 488 h. et de 489 h. et de 490 h. et de 491 h. et de 492 h. et de 493 h. et

STRENGTHEN THE FUTURE WITH BETTER TECHNOLOGY AND PEOPLE
FOR THE FUTURE

1997



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

LETTRE DU PRÉSIDENT AMBROISE ROUX

AUX ACTIONNAIRES

Madame, Monsieur et cher actionnaire,

La lettre que je vous adresse traditionnellement en fin d'exercice se situe cette année dans un climat particulièrement pénible, pour vous comme pour votre Compagnie, en raison des projets de nationalisation actuellement en cours de discussion devant le Parlement.

J'y reviendrai plus loin, après vous avoir donné quelques indications sur la situation actuelle de notre Groupe.

Malgré la faiblesse de la conjoncture internationale et les incertitudes résultant de la nouvelle situation politique en France, les réalisations de nos filiales confirment l'appréciation favorable que j'avais formulée lors de notre Assemblée Générale de juin dernier. Chiffres d'affaires et commandes étaient à fin septembre respectivement en augmentation de 18 % et 30 % par rapport à 1980, cette progression résultant pour l'essentiel de l'étranger : les commandes enregistrées hors de France atteignent déjà à fin septembre un montant de 17 milliards de francs, équivalent à celui constaté l'an dernier sur l'ensemble de l'exercice.

Parallèlement, notre Compagnie a poursuivi sa politique de développement et réalisé plusieurs opérations importantes depuis notre dernière Assemblée.

Les plus significatives intéressent les domaines de l'off-shore, des télécommunications et des câbles :

- L'acquisition, conjointement avec la Compagnie Française des Pétroles, de la majorité du capital de la Compagnie Générale Doris, nous donne, avec Sea Tank Co, filiale de la Société Générale d'Entreprises, le leadership de l'activité off-shore en France ;

- Notre Groupe a renforcé sa position dans le domaine des télécommunications et de l'infomatique. Il a d'abord constitué un pôle opto-électronique autour de sa filiale Cite-Alcatel par les prises de contrôle de Soro-Electro-Optics et de Barbier-Bénard-Turmenet. Il a ensuite renforcé sa position dans les domaines des composants stratégiques et des liaisons optiques par un accord avec Laser-Diode Laboratories. Enfin, il a tout récemment acquis une participation de 25 % dans le capital de la société américaine Lynch et conclut avec elle un accord industriel et commercial ; avec un chiffre d'affaires de 250 millions de francs, Lynch constituera une base solide pour la diffusion sur le marché américain du système E 10 et du terminal annuaire électronique ;

- Enfin, la prise de contrôle de la société américaine Chester Cable, au chiffre d'affaires de 150 millions de francs, préserve pour les Câbles de Lyon Paccès au marché américain des câbles spéciaux utilisés dans l'aéronautique et la prospection pétrolière.

Je reviens maintenant au problème des nationalisations.

Le dépôt des textes correspondants sur le bureau de l'Assemblée nationale n'a été accompagné d'aucune tentative de justification économique. La vérité est que nous sommes devant des décisions de nature purement politique dont l'absence de fondement sur le plan économique éclate peut-être plus encore dans le cas de la CGE.

Le bilan de la dernière décennie fait, en effet, apparaître la remarquable croissance de notre groupe et sa contribution à l'accroissement de la richesse nationale, comme aux grands succès techniques et internationaux de notre pays.

De 1970 à 1980, son chiffre d'affaires hors taxes a été multiplié en moyenne courante par 5,3, en volume par 2,4 ; cette progression est imputable pour les deux tiers à la croissance interne, qui s'est établie au taux annuel moyen de 6 %, nettement supérieur à celui de la production intérieure brute nationale.

C'est l'élargissement de nos activités hors métropole qui a été le moteur de notre croissance : en dix ans, la part de l'étranger a été portée de 24 à 40 % ; les fabrications du groupe destinées aux marchés extérieurs seront en 1981 du même ordre de grandeur en volume que sa production totale en 1970.

Les investissements industriels et financiers ont été plus encore que le chiffre d'affaires : respectivement en dix ans avec, d'une part, la construction de quinze usines et la création de dix mille emplois en France, d'autre part, les prises de contrôle d'affaires de tout premier plan telles qu'en France Alsthom-Atlantique, Saintamp & Brice, Bourdin & Chausse, Comsio Entreprise, Saitra, Société des machines Havas, Saitra, Cipel, Laminiers Trifolieries et Chiberies de Lens, ainsi qu'à l'étranger, Friden aux États-Unis et Rouco en Grande-Bretagne. S'y ajoute la création de nombreuses filiales industrielles et commerciales à l'étranger ayant porté notre effectif total hors métropole à treize mille personnes.

Notre groupe est ainsi devenu aujourd'hui le numéro trois en Europe et l'un des dix premiers mondiaux de la construction électrique et électronique.

Cette position tient pour une large part aux choix stratégiques opérés en temps utile par la CGE, qui assure sa présence et sa compétitivité dans les grands domaines d'avenir que sont l'énergie, les télécommunications et l'infomatique. A ces choix essentiels, il convient d'ajouter l'entreprise électrique et l'entreprise, secteurs de très grand intérêt en eux-mêmes, mais qui sont également des vecteurs d'action puis-

sants pour nos activités énergétiques et de télécommunications.

La CGE a consenti un effort considérable en faveur de l'innovation qui, pour la seule année 1981, a représenté 3 milliards de francs, pour prendre des positions mondiales de premier plan dans ces différents secteurs tout en s'affranchissant presque totalement des techniques étrangères.

Dans le domaine de l'énergie, je citerai seulement deux faits à l'appui de cette affirmation :

- Au cours de la dernière décennie, nous avons construit avec Alsthom-Atlantique, dont le contrôle a été pris par votre Compagnie, l'une des toutes premières affaires d'électromécanique au plan international dont les performances sont prometteuses d'un brillant avenir. Tout récemment, notre filiale a encore mis à son actif deux succès spectaculaires : la participation essentielle à la réalisation du TGV, détenteur du record mondial de vitesse sur rail (380 km/h) et l'adoption par EDF de la technique Alsthom-Atlantique pour les groupes turboalternateurs nucléaires de 1.500 mégawatts, après les performances remarquables des groupes 900 mégawatts.

En matière d'économies d'énergie et d'énergies de substitution, notre groupe, qui a pris position dès 1973, s'est affirmé au plan mondial grâce à l'approche globale des problèmes concrétisés par la mise en place de la structure originale que constitue Novolux. Les actions déjà menées avec l'ensemble des filiales du groupe intéressées concernent tant les économies d'énergie dans l'habitat, l'industrie et les transports que les énergies nouvelles, au premier rang desquelles la conversion photovoltaïque de l'énergie solaire.

Dans le domaine de grand avenir que constituent les télécommunications et leurs prolongements, je rappellerai que :

- CIT-Alcatel est le numéro 1 mondial de la communication électronique temporelle et détient actuellement, grâce à son système E 10, le tiers du marché mondial dans cette technique. A ce jour, 25 pays ont passé commande de 7 600 000 lignes et la deux-millionsième ligne vient d'être mise en service à Brest en présence de nombreux ministres et hauts responsables vus de monde entier ;

- Depuis le début des années 1970, notre Groupe a développé, à côté de ses activités de télécommunications proprement dites, exercées au sein de CIT-Alcatel, des activités de diversification en électronique et bureautique regroupées depuis l'an dernier au sein d'Alcatel-Electronique. La croissance du nouvel ensemble industriel ainsi constitué a été tout à fait remarquable, supérieure à 30 % en moyenne annuelle sur les cinq dernières années. Alors qu'Alcatel-Electronique ne représentait en chiffre d'affaires que 10 % de CIT-Alcatel en 1970, elle dispose largement en million-mètre en 1980 et est devenue, au plan international, l'un des principaux compétiteurs du domaine.

Enfin, en ce qui concerne les domaines de l'entreprise électrique et de l'entreprise, tant par restructurations internes que par acquisitions, votre Compagnie a constitué un ensemble industriel de tout premier plan, réalisant un chiffre d'affaires de plus de 17 milliards de francs, très largement ouvert sur l'étranger et capable de rivaliser avec les plus grands montants de la spécialité, comme en témoignent les récents succès commerciaux obtenus face à une concurrence internationale très vive (aéroport de Djakarta, réseau d'interconnexion haute tension du Venezuela, construction du barrage de Diamant au Sénégal, port de Damietta en Égypte, etc.).

Vos deux grandes filiales spécialisées, CGEE ALSTHOM et CGE, autour desquelles ont été rassemblées les activités du Groupe se situent ainsi l'une au premier rang des affaires européennes d'entreprise électrique et l'autre au premier rang des affaires françaises et au troisième rang des affaires européennes d'entreprise.

A ces performances techniques, industrielles et commerciales, s'ajoutent les fruits d'une gestion financière rigoureuse qui a toujours largement contribué à la réputation de la Compagnie et de son Groupe et aux hautes performances techniques que je viens d'évoquer n'auraient pu être réalisées.

En ce qui concerne la rentabilité, les résultats nets de la Compagnie, hors toutes plus-values, ont progressé de façon continue au cours de la dernière décennie, passant de 60 millions de francs en 1970 à 201 millions de francs en 1980. Au niveau du Groupe, les évolutions sont également très favorables puisque le résultat consolidé est passé de 183 millions de francs en 1970 à 560 millions de francs en 1980 tandis que le cash flow était multiplié par 4,8 pour atteindre 2.125 millions de francs en 1980. Soulignons également que les résultats bénéficiaires du Groupe ont conduit à payer à l'État, au cours de la période, plus de 3 milliards d'impôt sur les bénéfices.

Autre point fort du Groupe : la solidité de sa structure financière qui s'est encore renforcée au cours des dernières années en dépit de la forte croissance interne et externe : en cinq ans, de fin 1975 à fin 1980, l'exercice des capitaux permanents sur les valeurs immobilisées était passé de 47 à 56 % ; la part relative des dettes à long terme, obligations convertibles incluses dans les capitaux permanents, était tombée de 36 à 28 % ; la trésorerie nette à court terme légèrement négative à fin 1975 était à la fin 1980 largement positive, les disponibilités excédant la dette financière à court terme d'environ 2,5 milliards de francs.

Ces résultats n'ont pu être obtenus que grâce à l'effort de tout le personnel du Groupe auquel je tiens à rendre hommage en soulignant particulièrement le rôle joué dans ce développement par les cadres, les techniciens et la main-d'œuvre. En dix ans, les effectifs totaux sont passés de 113.000 à 180.000, et la qualification moyenne du personnel s'est considérablement élevée : le nombre des ingénieurs et cadres comme le pourcentage des ouvriers professionnels ont doublé, tandis que les dépenses de formation étaient multipliées par 30.

Cela dit, parmi les nombreux problèmes que pose le projet de nationalisation, il en est un qui me préoccupe tout particulièrement : celui des conditions de votre indemnisation. La Constitution précise que celle-ci doit être « juste et préalable ». Cette définition trouve-t-elle son application dans les projets de lois adoptés par le Gouvernement ? On peut légitimement en douter.

En échange de vos actions, il est prévu de vous remettre des obligations.

Sans m'étendre sur la durée d'amortissement envisagée pour ces obligations, qui semble peu compatible avec la définition constitutionnelle, il est certain que la stricte référence aux seuls cours de Bourse pour la détermination de la valeur de l'indemnité ne pourrait être admise en la matière.

Une amplification a été apportée au dispositif initialement envisagé puisque le texte finalement soumis au Parlement tient compte non seulement des cours de Bourse mais également de l'actif net et des résultats.

Mais ce n'est qu'en apparence que la méthode choisie se rapproche de celle, internationalement pratiquée, recommandée par la Commission des Opérations de Bourse, dans la mesure notamment qu'elle n'exclut aucune référence aux chiffres consolidés du Groupe. La différence est particulièrement sensible dans le cas de la CGE, du fait de son caractère de société holding et de la prudence avec laquelle il a été procédé à la réévaluation légale des participations figurant à son bilan ; du seul point de vue de la valeur de rendement, le résultat consolidé par Groupe, a représenté en moyenne, pour les deux derniers exercices, près du double du résultat de la Compagnie.

On peut ajouter qu'en retraçant les cours de Bourse et les résultats moyens des trois exercices 1978, 1979 et 1980, le projet gouvernemental pénalise un groupe qui, comme le nôtre, a connu durant cette période une progression sensible de ses résultats, s'accompagnant d'une meilleure appréciation par la Bourse de la valeur de la société.

On peut espérer que, dans ce domaine, les débats parlementaires et l'action éventuelle des instances compétentes permettront d'améliorer les conditions d'indemnisation actuellement prévues.

Mais il est nécessaire pour que vos droits puissent être défendus que nous les connaissions bien. C'est pourquoi j'ai demandé à une firme d'expertise comptable de réputation mondiale de me faire connaître son estimation de la valeur de votre Groupe. Celle-ci est comprise entre 830 et 920 F par action, chiffres qui font bien ressortir la sous-évaluation de l'indemnisation de l'ordre de 340 F par action actuellement envisagée.

J'ai bien entendu transmis les conclusions de cette étude à l'Association, récemment créée à l'initiative d'un certain nombre d'entre vous, qui se propose de regrouper tous les actionnaires désireux d'organiser leur défense. Cette Association de Défense des Actionnaires de la CGE (1) est présidée par M. Pierre-Donatien Cot. C'est à elle que vous devez vous adresser pour organiser votre action collective et faciliter le dialogue, que je souhaite le plus large possible, entre vous-même et les dirigeants de votre Compagnie.

Il est de bon ton - au moins temporairement - de présenter du capitalisme une image aussi caricaturale qu'absurde. Ceux qui la donnent n'ont pas vu la collaboration constante et amicale qui lie dans la plupart des cas, et tout spécialement dans celui de notre Compagnie, les actionnaires à leur Président.

Depuis dix ans qu'elle existe, en ce qui me concerne, vous n'avez jamais cessé de vous intéresser étroitement à la vie de la CGE, de soutenir ses efforts et de vous y associer financièrement. Dans cette collaboration confiante, il n'y a jamais eu aucune fausse note comme l'atteste le fait que les décisions de nos Assemblées Générales ont toujours été votées à l'unanimité des personnes physiques présentes, à l'exception rare de deux ou trois abstentions.

Votre expropriation de l'actionnariat de la CGE est injustifiée. D'abord parce qu'elle ne se produira pas forcément dans les conditions de parfaite justice que vous et moi pensons indispensables. Ensuite, parce que la fidélité de votre attachement et de votre engagement montre que dans notre cas le capitalisme a parfaitement fonctionné et que nos actionnaires ont fait tout leur devoir.

Du fond du cœur, je vous dis ma gratitude pour votre soutien si fidèle et je vous assure, Madame, Monsieur et cher actionnaire, de mes sentiments les plus cordialement dévoués.

(1) 7, rue Murillo, 75008 Paris. Tél. 763-87-56.

LES MARCHÉS FINANCIERS

**LA BOURSE DE SÉOUL
SERA BIENTÔT OUVERTE
AUX ÉTRANGERS**

(Agf.) — Les investisseurs étrangers seront bientôt autorisés, pour la première fois, à opérer à la Bourse de Séoul.
Il y a actuellement 400 valeurs

inscrites à la cotation de la Bourse de Séoul, ce qui représenterait une capitalisation boursière globale d'environ 5 milliards de dollars. Jusqu'à présent seuls les résidents avaient accès à ce marché mais les réglementations du contrôle des changes ont été modifiées le 28 octobre pour permettre aux investisseurs étrangers d'y parvenir.

Deux nouvelles compagnies, dirigées par des Coréens et travaillant en collaboration avec des conseillers en investissement désignés par deux groupes d'institutions de Londres, offrent des parts qui pourront être souscrites et remboursées.

L'un des groupes est dirigé par le Crédit Suisse First Boston et comprendrait Vickers Da Costa, Samuel Montagu, Baring Brothers et Lazard Brothers. Il proposerait des parts de Korea International Trust, un fonds d'investissement, à 10,535 dollars jusqu'au 10 novembre.

L'autre groupe qui parraine le fonds d'investissement Korea Trust, comprend Merrill Lynch International en tant que chef de file, Schroder Wagg, principal associé, Nomura Securities, Cazenove et Sambo Securities, une importante firme de courtage coréenne.

Ce fonds serait dirigé en Corée par Daehan Investment Trust Co. et ses parts vaudraient initialement 15,65 dollars, la souscription est ouverte jusqu'au 20 novembre. Ce dernier fonds sera ouvert à partir du 31 mars prochain, ses parts seront cotées chaque semaine ou chaque mois.

BOURSE DE PARIS			
VALEURS	% de nom.	% de coupon	VAL
3 %.....	25	0 304	Ag. Inc. M
5 %.....	30 50	3 822	Air-Industri Alfred Harri

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MAISONS PHÉNIX. — Frappée par la récession touchant le marché des maisons individuelles, la société a enregistré au 30 juin une baisse de son activité. Son chiffre de bénéfices net, revenu de 39,2 millions de francs en 1980 à pareille époque à 18,5 millions. Les difficultés rencontrées à l'étranger, notamment en Italie, sont également responsables de cette situation. Le niveau d'activité pour les prochains mois restera faible.

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE. — La crise est sans effet sur cette nouvelle recrue de la Bourse. Pour le premier semestre, son bénéfice net a même atteint 181,3 millions de francs, soit, à parer de charges, le montant de celui réalisé pour l'exercice 1980 en entier (189 millions de francs). Au 31 décembre prochain, le président table sur un résultat net consolidé d'environ 380 millions de francs.

C.C.F. — Le dividende net pour 1981 s'élèverait de 13,10 F contre 11,50 F si l'Etat n'avait décidé de faire l'impasse, indique le président J.-M. Lévêque, qui s'insurge, dans une lettre aux actionnaires, du préjudice que ces derniers vont subir avec une indemnité représentant seulement 13 % en francs constants de la valeur unitaire de leurs titres, perte de rémunération pour l'exercice en cours non comprise.

CREDIT FONCIER DE FRANCE. — L'émission d'un emprunt de 3 milliards de francs représenté par 600 000 obligations de 5 000 F portant intérêt de 17,40 % et amortissables en douze ans.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

deurs françaises	82,8	82,5
deurs étrangères	132,0	132,8
C% DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	88,4	87,8
AUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Effets privés du 9 nov.	157/8 %	
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
dollar (en yens)	6/11 228,10	9/11 226,45

6 NOVEMBRE				
RS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	C p
Ag.	40	Bongrain S.A.	75
.....	20	Bou-Marché	40
.....	65 50	\$3	Bois	40

LES INDICES HEBDOMADAIRES

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)
Indices généraux de base 100 en 1949
20 oct. 9 rev.

	1972	1973
Boas 100 : 29 décembre		
salaires général	160,7	108
salaires cadres	230,0	226
salaires des aut. fin.	71,2	65
salaires fonctionnaires	104,1	102
salaires fonctionnaires, partiel	111,7	110
salaires fonctionnaires, complet	125,9	126
salaires fonctionnaires, complet, partiel	151,1	149
salaires fonctionnaires, complet, partiel, partiel	43,5	44
salaires fonctionnaires, complet, partiel, partiel, partiel	106,6	105
salaires fonctionnaires, complet, partiel, partiel, partiel, partiel	49,7	48
salaires fonctionnaires, complet, partiel, partiel, partiel, partiel, partiel	111,1	111
salaires fonctionnaires, complet, partiel, partiel, partiel, partiel, partiel, partiel	87,6	88

...graines, papiers, cartons	104,9	187,
...parchements, coupures d'espérance	104,6	103,
...matériel électrique	82,2	80,
...matériel auto, des prod. min.	26,7	30,
...matériel agricole	118,1	115,1
...matériel de construction	100,2	98,
...matériel chim. et électro-mécat.	133,2	130,
...services publics et transp.	107,3	107,
...autres	76,1	76,
...autres	133,1	130,
...autres dépenses	226,5	251,
Rece 150 : 31 décembre 1972		
...revenus publics et activités	82,1	81,
...autres	87,3	81,2
Rece 100 : 28 décembre 1980		

parts françaises à revenu fixe ..	51,7	52,4
parts d'Etat ..	32,4	32,3
parts garantis et assimilés ..	52,1	51,5
libres ..	50,5	54,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Bata 100 : 29 décembre 1961

actions général ..	85,6	87,8
actions de base ..	83,3	85,1
actions de réserve ..	100,0	100,0

... d'équipement	74,3	74,1
... de construction, durables	87,5	88,3
... de construction, non durables	73,5	72,9
... de consommation, alimentaires	117,5	116,3
... de consommation, non alimentaires	157,3	152,2
... financières	95,8	94,9
Part de la zone franc expliquant		
principalement à l'étranger	211,2	211,8
... industrielles	76,8	76,0
BORSEES REGIONALES		
Base 100: 29 décembre 1972		
... général	118,2	118,6

Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
746	C.E.V.	116	116
85	Chambon (B.I.)	195
443	Chambon (B.I.)	675

VALEURS	Cotes	Déclasse
---------	-------	----------

[illegible]

Learning	Costs	Deviation
----------	-------	-----------

Eurasians		8/11		Falls		Races	
1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981
170	162						
171	163						
172	164						
173	165						
174	166						
175	167						
176	168						
177	169						
178	170						
179	171						
180	172						
181	173						
182	174						
183	175						
184	176						
185	177						
186	178						
187	179						
188	180						
189	181						
190	182						
191	183						
192	184						
193	185						
194	186						
195	187						
196	188						
197	189						
198	190						
199	191						
200	192						
201	193						
202	194						
203	195						
204	196						
205	197						
206	198						
207	199						
208	200						
209	201						
210	202						
211	203						
212	204						
213	205						
214	206						
215	207						
216	208						
217	209						
218	210						
219	211						
220	212						
221	213						
222	214						
223	215						
224	216						
225	217						
226	218						
227	219						
228	220						
229	221						
230	222						
231	223						
232	224						
233	225						
234	226						
235	227						
236	228						
237	229						
238	230						
239	231						
240	232						
241	233						

BOURSE DE PARIS 6 NOVEMBRE COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ À TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Cours précédent	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Cours précédent	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Cours précédent	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Cours précédent
75	252	258	261	38	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
76	252	258	261	39	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
77	252	258	261	40	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
78	252	258	261	41	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
79	252	258	261	42	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
80	252	258	261	43	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
81	252	258	261	44	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
82	252	258	261	45	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
83	252	258	261	46	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
84	252	258	261	47	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
85	252	258	261	48	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
86	252	258	261	49	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
87	252	258	261	50	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
88	252	258	261	51	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
89	252	258	261	52	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
90	252	258	261	53	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
91	252	258	261	54	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
92	252	258	261	55	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
93	252	258	261	56	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
94	252	258	261	57	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
95	252	258	261	58	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
96	252	258	261	59	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
97	252	258	261	60	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
98	252	258	261	61	Sanofi	79	294	294	296	Valéry	24	262	262	262	100	112	108	102	101
99	252	258	261</																

